



Mercredi 23 aout 2023

Faid appelle les Algériens établis à l'étranger à contribuer davantage aux efforts de développement du pays



JOHANNESBURG (Afrique du Sud)- Le ministre des Finances, Laaziz Faid a appelé, mardi à Johannesburg, les membres de la communauté algérienne à l'étranger à contribuer davantage aux efforts de développement du pays.

Lors d'une rencontre avec des représentants de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud, M. Faid a affirmé que "l'Algérie connaît une dynamique économique

nouvelle ainsi qu'une nouvelle ère de renouveau. Nous appelons notre communauté nationale à y contribuer".

Se félicitant du niveau des compétences algériennes à l'étranger, le ministre a rappelé les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a affirmé que "la communauté nationale est désormais une élite" et que "les portes lui sont grandes ouvertes pour contribuer au développement du pays".

M.Faid a, par là même, transmis les salutations du président de la République à la diaspora algérienne en Afrique du Sud, soulignant toute l'importance accordée par le Président Tebboune "à la promotion de leur place et au renforcement des liens avec leur patrie".

Les rencontres avec les membres de la diaspora sont une tradition consacrée par le président de la République afin d'écouter leurs préoccupations et les tenir informés des derniers développements dans le pays, et ce dans le cadre du processus prometteur de renouveau enclenché en Algérie, a-t-il ajouté.

Il a rappelé, en outre, les mesures prises par l'Algérie en faveur de sa diaspora pour renforcer ses liens avec la mère patrie, à travers son association en tant que force d'influence et de proposition dans le processus de développement, en sus des efforts entrepris pour étendre le réseau bancaire algérien à l'étranger en vue de faciliter les transactions financières et encourager l'investissement.

Les membres de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud ont évoqué, pour leur part, plusieurs questions dont l'importance de la ligne aérienne directe Alger-Johannesburg.

Le ministre des Finances est en visite en Afrique du Sud en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune aux travaux du forum "BRICS Outreach Plus", organisé dans le cadre du 15e Sommet des BRICS. Cette visite a coïncidé avec le lancement de la ligne aérienne Alger-Johannesburg par Air Algérie.

15e Sommet des Brics : affluence remarquable sur le stand algérien



ALGER - Le stand algérien organisé par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations en Afrique du Sud, dans le cadre du 15e Sommet des Brics, connaît une affluence remarquable des visiteurs, indique mardi un communiqué du ministère.

L'organisation du stand algérien a été confiée à la société "Tasdir", une filiale de la Société algérienne des foires et exportations (Safex), précise la même source, relevant que cet espace regroupe les représentants de plusieurs institutions, à savoir l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur "ALGEX", l'Association des banques et des établissements financiers (ABEF), l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), et l'accélérateur public de startup "Algeria venture".

L'exposition des Brics organisée dans le cadre du Sommet de ce groupe (22-24 août 2023) se veut un espace permettant aux entreprises des Etats membres (Russie, Chine, Inde,

Brésil et Afrique du Sud), et des pays invités, notamment africains, de présenter leurs produits et services.

L'Afrique du Sud qui préside cette année le groupe, abrite le 15e Sommet des Brics à Johannesburg, du mardi au jeudi, sous le thème : "Les Brics et l'Afrique : Partenariats pour une croissance accélérée, développement durable et multilatéralisme inclusif".

Le ministre des Finances, Laaziz Faid participe au forum "BRICS Outreach Plus" dans le cadre de la 15ème session du Sommet des BRICS, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune,

Lancé formellement en 2009, le groupe des cinq puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) représente aujourd'hui 32% du PIB mondial et 42% de la population mondiale.



A Johannesburg : Le ministre des Finances rencontre la diaspora



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, est en déplacement à Johannesburg (Afrique du sud) pour représenter le président de la République au Sommet des Brics. Sa présence dans la ville sud-africaine a été rentabilisée par le membre du gouvernement pour rencontrer, ce mardi, des ressortissants algériens, résidant dans ce pays de l'extrémité australe du continent noir.

Laaziz Faid a exprimé, devant ses compatriotes, le grand intérêt accordé par l'Etat au devenir de la communauté algérienne établie à l'étranger.

Il a rappelé le un soutien qui lui est apporté constamment par les autorités de leurs pays d'origine.

Dans le même contexte, rapporte un communiqué du ministère des Finances, Laaziz Faid a expliqué que « ces rencontre constituent une tradition instaurée par le Président de la République pour s'enquérir des conditions de vie de la communauté algérienne, écouter ses préoccupations et exposer les avancées enregistrées en Algérie ».

Il a évoqué aussi les relations tissées entre l'Algérie et l'Afrique du sud, consolidé par l'ouverture d'une desserte aérienne directe entre Alger et Johannesburg (vol inaugural il y a quelques jours).

Cette initiative, a assuré le ministre en charge du secteur des Finances, « reflète avant tout l'importance que l'Etat algérien attache à établir une meilleure communication entre notre communauté nationale d'Afrique du Sud et d'Algérie et à renforcer les liens d'amitié entre les deux pays ».



Sommet des BRICS : L'heure de vérité !

Les yeux de la planète entière seront braqués aujourd'hui sur Pretoria, capitale sud-africaine, où s'ouvre un sommet déterminant et historique des BRICS (Brésil, Inde, Chine, Russie et Afrique du Sud). Par la force des choses et des mutations mondiales en cours, cette guilda a résolument pris le pas sur un Occident hégémoniste, impérialiste et néocolonialiste.

S'agissant de l'Algérie, c'est lors de ce sommet que sera examinée la demande d'adhésion de l'Algérie. S'il n'est pas certain que celle-ci soit agréée d'emblée, le statut de membre observateur des BRICS devrait quand même nous être accordé à la suite de ce sommet. L'Algérie nouvelle est en effet en phase de (re)construction, et son économie n'est pas assez solide, ni assez diversifiée.

Elle n'en est pas moins sur une courbe ascendante. Aussi, le statut de membre observateur nous est acquis à minima. C'est ce qu'avait du reste laissé entendre le président Tebboune lors de sa dernière rencontre avec des représentants de la presse nationale. De nombreux autres pays, et non des moindres, ont formulé la même demande.

Parmi eux, on retrouve notamment l'Iran, l'Arabie Saoudite et le Bangladesh. Sachant par ailleurs que ce sommet sera résolument tourné vers l'Afrique, cela décuple les chances et

les atouts de l'Algérie. Cela, même si le nombre de prétendants à l'élargissement de cette guilde a eu tendance à croître de façon exponentielle ces derniers mois.

Le sommet des BRICS, qui entend constituer un contrepoids à l'influence occidentale, durera trois jours du mardi 22 août au jeudi 24 août à Johannesburg, en Afrique du Sud. Le bloc, qui produit près d'un quart de la richesse mondiale (23%) et rassemble 42% de la population globale, revendique un équilibre économique et politique mondial multipolaire notamment au regard des Etats-Unis et de l'Union européenne.

Les chefs d'Etat du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, et de Chine, Xi Jinping, seront présents. Ce dernier a quitté son pays ce lundi 21 août en direction de l'Afrique du Sud, a indiqué un média officiel.

Son séjour dans le pays africain sera son deuxième voyage à l'étranger de l'année, après une visite en Russie en mars. Quant au président russe Vladimir Poutine, il participera en visioconférence.

La Russie sera représentée par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et l'Inde par son Premier ministre, Narendra Modi. Une cinquantaine de chefs d'Etat « amis des Brics » sont également attendus à cet incontournable rendez-vous planétaire. Le thème de la réunion est « les BRICS et l'Afrique ».

À l'ordre du jour du sommet de Johannesburg de cette année figurera un possible élargissement des BRICS. « Le thème reflète notre conviction quant aux bénéfices qu'un partenariat de l'Afrique avec les BRICS peut apporter à long terme », a déclaré lors d'un point presse la semaine dernière Naledi Pandor, la ministre des Relations internationales et de la Coopération d'Afrique du Sud.

L'Afrique est un nouvel enjeu diplomatique pour l'Occident, la Russie et la Chine qui se disputent l'influence dans un contexte de divisions attisées par le conflit en Ukraine et les tensions entre la Chine et les Etats-Unis. L'augmentation du nombre de membres des BRICS pourrait donner plus de poids au bloc et à son message de réforme mondiale.

L'Algérie n'est pas en reste dans cette nouvelle recomposition de l'ordre mondial. Notre ministre des Finances est en effet arrivé à Johannesburg par le vol inaugural de la ligne aérienne régulière entre l'Algérie et l'Afrique du Sud.

Des chances et des atouts de l'Algérie...

Dans un « monde de plus en plus complexe et fracturé car de plus en plus polarisé en camps concurrents », selon Cyril Ramaphosa, les Brics réfléchissent à accueillir de nouveaux membres pour étendre leur influence.

Ce dernier, après avoir rudement rabroué la candidature marocaine, n'a pas non plus laissé de réitérer le soutien de son pays au combat libérateur du peuple sahraoui. Une quarantaine de pays ont demandé leur adhésion ou manifesté leur intérêt pour rejoindre le groupe, dont

l'Algérie, l'Iran, l'Argentine, le Bangladesh et l'Arabie Saoudite. Parmi ces pays, près d'une vingtaine a fait une demande d'admission officielle.

L'Iran et le Venezuela, sous le coup de sanctions, cherchent à réduire leur isolement et espèrent que le bloc pourra soulager leurs économies paralysées. « Les autres cadres d'intégration existant au niveau mondial sont aveuglés par la vision hégémonique du gouvernement américain », a déclaré à Reuters Ramón Lobo, ancien ministre des Finances et gouverneur de la banque centrale du Venezuela.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis voient dans les BRICS un moyen de jouer un rôle plus important au sein des instances mondiales, estiment les analystes. Quant à l'Éthiopie et le Nigeria, ils sont attirés par l'engagement du bloc en faveur de réformes aux Nations unies qui donneraient plus de poids au continent africain. D'autres pays encore souhaitent des changements au sein de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

« L'Argentine a demandé avec insistance une reconfiguration de l'architecture financière internationale », a précisé à Reuters un représentant du gouvernement argentin impliqué dans les négociations d'adhésion aux BRICS. Bien qu'aucune liste officielle des candidats n'ait été divulguée par les BRICS, les dirigeants des pays du bloc devraient discuter d'un cadre pour l'admission de nouveaux membres.

Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, lors de sa dernière rencontre avec des représentants de la presse nationale, avait indiqué que l'Algérie obtiendrait le statut de membre observateur si d'aventure celui de membre à part entière venait à ne pas lui être accordé. Dans tous les cas de figures les atouts de notre pays sont tout aussi nombreux que multiples.

Les candidats potentiels partagent un but commun : créer un nouvel ordre mondial qui soit plus juste et qui mette fin à l'impérialisme occidental. Et beaucoup voit la possibilité d'intégrer les BRICS comme un moyen d'atteindre cet objectif. Car depuis la création du groupe, la promesse des BRICS de se poser comme grand défenseur du « Sud global » a rencontré un accueil favorable.

« Le besoin objectif d'un groupe comme les BRICS n'a jamais été aussi grand », a déclaré l'ancien ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie, Rob Davies, qui avait aidé son pays à intégrer le bloc en 2010.

« Les organismes multilatéraux ne sont pas des lieux où nous pouvons aller et obtenir des résultats équitables et inclusifs. » « L'Afrique du Sud soutient l'élargissement de la composition des Brics » à des pays « qui partagent le désir commun d'avoir un ordre mondial plus équilibré », a souligné le président sud-africain. L'heure de vérité vient de sonner. Nous saurons enfin vers quels résultats ce sommet va déboucher.

Faid rencontre la communauté nationale établie en Afrique du Sud



Le ministre des Finances M. **Laaziz Faid** a rencontré ce mardi matin à Johannesburg des représentants de la communauté nationale établie en Afrique du Sud.

Pour rappel, M. Faid est arrivé hier lundi à Johannesburg pour prendre part aux

travaux du 15e sommet des **BRICS** en sa qualité de représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Sommets des BRICS: Les principales déclarations des dirigeants des pays membres



Les travaux du Sommet des pays du groupe des BRICS, composé de l'Afrique du Sud, la Russie, le Brésil, l'Inde et la Chine, ont débuté ce mardi à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Lors de ce Sommet dont le principal point à l'ordre du jour est l'élargissement de ce groupe dont le poids économique est désormais indiscutable, les dirigeants des cinq pays membres se sont exprimés sur le poids des BRICS dans l'économie mondiale et la création de la banque de développement des BRICS.

Les principales déclarations:

Le président brésilien: Lula Da Silva:

« Nous avons dépassé le G7 et on a réalisé une importante hausse dans les échanges commerciaux ».

« La création de la banque de développement des BRICS est une grande opportunité pour relever les défis communs ».

« Nos échanges avec l’Afrique ont baissé de 30% en raison des barrières et des obstacles ».

Le président sud-africain: Cyril Ramaphosa:

« Le groupe des BRICS oeuvre à renforcer les relations économique entre ses membres ».

« Nous avons lancé des invitations à réformer les institutions internationales pour s’adapter aux nouvelles évolutions ».

« Le groupe des BRICS a changé la forme de l’économie mondiale ».

Le président russe: Vladimir Poutine:

« Il n’y aura pas de recul sur la question de l’abandon du dollar »

« La Banque des BRICS constitue une alternative aux banques et institutions occidentales ».

« Nous oeuvrons au renforcement de la coopération entre les pays des BRICS et à contrecarrer l’émission anarchique de la monnaie par certains pays ».

Le premier ministre de l’Inde, Narendra Modi:

« Nous sommes les pays qui ont enregistré la plus grande croissance économique »

« Nous avons engagé 110 milliards de dollars pour développer les infrastructures de base »

« Les Brics est une lueur d’espoir pour l’économie mondiale ».

Algérie-Afrique du Sud: L'investissement dans la pièce de rechange en discussion



L'Algérie et l'Afrique du sud ont entamé, ce mardi, des discussion sur l'investissement direct en Algérie et plus particulièrement l'investissement dans la fabrication de la pièce de rechange automobile.

Les discussion ont eu lieu en marge du 15em Sommet des BRICS, à Johannesburg, entre la partie algérienne, représentée par la chef de cabinet du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Mme Souhila

Ablach, accompagnée du directeur général de la SAFEX, M. Karim Boukadoum, et la partie sud-africaine représentée par son directeur général du commerce, de l'industrie et de l'investissement du ministère du commerce et de l'industrie.

Les deux parties ont élaboré, lors de cette rencontre, une feuille de route pour renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays, notamment avec le renforcement de la ligne aérienne Algérie-Johannesburg.

Les deux parties ont également examiné un protocole d'accord entre les deux chambres Commerce et d'Industrie des deux pays pour accélérer la mise en place du Conseil d'Affaires, avec la définition des listes de produits qui feront objet des échanges entre les deux pays dans un premier temps.

Abordant les domaines de coopération entre les deux pays, notamment en matière d'investissements directs, les deux parties ont examiné plusieurs domaines dont le secteur des pièces de rechange automobiles, un domaine où l'Afrique du Sud dispose d'un potentiel prometteur.

Des opérateurs économiques sud-africains en décembre à Alger

Le chef de cabinet a également tenu plusieurs réunions avec des responsables sud-africains, sur les moyens de renforcer la communication entre les acteurs économiques, à travers le renforcement de la participation aux manifestations économiques organisées dans les deux pays.

A ce titre, les deux parties ont prévu d'organiser une visite de travail aux opérateurs économiques d'Afrique du Sud, pour visiter la 31ème édition du Salon de la Production

Algérienne, qui sera organisée en décembre prochain, dans le but de leur faire connaître divers produits et industries algériens.



Afrique : la Chine rafle 31 % des projets d'infrastructures, contre 12 % pour les puissances occidentales (rapport)

La montée en puissance de la Chine dans le domaine de construction des infrastructures sur le continent s'est accélérée depuis le lancement de « l'initiative nouvelles routes de la soie » à l'automne 2013.

Les entreprises chinoises ont remporté 31 % des contrats de construction des infrastructures d'un montant supérieur ou égal à 50 millions de dollars en Afrique durant l'année écoulée, contre 12 % seulement pour leurs rivales occidentales, selon un rapport publié le 8 août dernier par Hinrich Foundation, une fondation philanthropique basée à Singapour qui œuvre pour la promotion du commerce mondial durable.

Intitulé « The drums echoing: Africa's rising clout in global trade and geopolitics » (L'écho des tambours : la montée en puissance de l'Afrique dans le commerce mondial et la géopolitique), le rapport précise que la montée en puissance de la Chine dans le domaine de construction des infrastructures sur le continent s'est accrue depuis le lancement de « l'initiative nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative/BRI) » à l'automne 2013.

En 1990, les entreprises occidentales remportaient 85 % des contrats de construction d'infrastructures en Afrique. En 2013, les entreprises chinoises n'avaient remporté que 12 % de ces contrats, contre 37 % pour les compagnies occidentales.

Le rapport révèle d'autre part que la valeur des projets d'infrastructures construits par la Chine en Afrique au cours des deux dernières années a atteint 155 milliards de dollars. A titre de comparaison, les investissements directs étrangers des Etats-Unis sur le continent se sont limités à 44,8 milliards de dollars en 2021.

Citant une récente étude réalisée par le cabinet de conseil McKinsey, Hinrich Foundation a par ailleurs indiqué que plus de 10 000 entreprises chinoises opèrent aujourd'hui en Afrique. Les revenus cumulés de ces entreprises, qui ont investi 300 milliards de dollars sur le continent, devraient atteindre 440 milliards de dollars en 2025.

L'Algérie dans la course !

5 pays demandent à rejoindre la Banque de développement des BRICS



Rédaction LNR

Le quinzième Sommet des cinq puissances non occidentales porteuses d'une vision alternative de l'ordre mondial actuel a attiré l'intérêt de plusieurs pays africains dont l'Algérie. À l'ordre du jour du Sommet des BRICS qui se tient actuellement, et ce, jusqu'au 24 août courant, à Johannesburg en Afrique du Sud, l'élargissement du groupe qui a ouvert ses portes à l'adhésion de nouveaux membres depuis 2022 et le renforcement du rôle de la nouvelle Banque de développement des BRICS en vue de se détacher progressivement du billet vert.

Le club des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) évaluera les demandes d'adhésion des 23 pays aux BRICS et celles des 15 pays qui ont soumis une demande pour participer au capital de la nouvelle Banque de développement de ce club (NBD). La concurrence est rude, cinq pays seulement seront approuvés. Aucun nom n'a été dévoilé, cependant.

L'Algérie figure, probablement, parmi ces 15 pays qui ont déjà déposé une demande pour devenir un membre actionnaire de la nouvelle Banque de développement des BRICS créée en 2014 en vue de réformer l'architecture financière mondiale élaborée par les accords de Bretton Woods et de rivaliser avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), accusées par de nombreux pays d'instrumentalisation politique. « La NBD se distinguait de la Banque mondiale et du FMI et ne fixe pas de conditions politiques préalables et nous allons nous transformer en une banque importante pour les pays en développement et les marchés émergents », a déclaré à la veille de la tenue du Sommet des BRICS, l'ancienne présidente du Brésil et présidente de la NBD, Dilma Rousseff, au journal Financial Times.

Cette banque a capté l'intérêt de nombreux pays souhaitant devenir des membres actionnaires dont l'Algérie qui a annoncé une première contribution de 1,5 milliard de dollars. La NBD projette de « prêter en 2023 entre 8 et 10 milliards de dollars », a-t-elle indiqué, précisé que le plan des BRICS est de commencer, préalablement, « à prêter en

monnaies locales » afin d'aider les pays partenaires « à réduire la dépendance au dollar et à promouvoir un système financier international davantage multipolaire ».

« Les prêts en monnaies locales permettraient aux emprunteurs d'éviter le risque de change et les variations des taux d'intérêt américains », a-t-elle ajouté. A noter que plusieurs pays africains, d'Amérique latine, asiatiques prônent l'utilisation des monnaies locales lors des transactions financières et commerciales internationales. L'Algérie a évoqué cette possibilité avec la Russie. Les deux partenaires stratégiques ont discuté de l'éventualité de régler les transactions financières en monnaies locales (le rouble et le dinar). L'Algérie est représentée par le ministre des Finances, Laaziz Faid. Il participe au forum « BRICS Outreach Plus » dans le cadre de la 15e session du Sommet des BRICS, en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Et, il profitera de ce déplacement pour défendre les atouts stratégiques de l'Algérie auprès des chefs d'Etat des cinq pays émergents. A la veille de son départ en Afrique du Sud pour assister à ce Sommet, M. Faid a présidé la cérémonie de signature de l'accord officiel de lancement de la ligne aérienne directe Alger-Johannesburg. « Cette ligne n'est pas seulement un moyen de transport entre deux pays, mais un symbole fort à même d'élargir les champs d'entente entre deux pays frères », a-t-il indiqué. L'Algérie entretient des liens très étroits avec les cinq pays des BRICS et compte bien obtenir son visa d'entrée aux BRICS, d'ici quelques années et à la NBD. Les présidents sud-africain Cyril Ramaphosa, chinois Xi Jinping, brésilien Luiz Lula da Silva et le Premier ministre indien Narendra Modi assistent à cet événement marqué par l'absence du Président russe Vladimir Poutine visé par un mandat d'arrêt international. Les chefs d'Etat des cinq pays émergents interviendraient à ce sommet et discuteraient des sujets brûlants dont celui de l'expansion du groupe des BRICS, des mécanismes de l'accélération de la dédollarisation et la mise en œuvre d'une monnaie de réserve des BRICS. Les dossiers de candidature des vingt-trois pays ayant demandé officiellement à rejoindre les BRICS, dont l'Arabie saoudite, l'Iran, les Émirats arabes unis, l'Argentine, l'Indonésie, l'Égypte et l'Éthiopie et l'Algérie seront examinés lors de cet événement tant attendu. L'élargissement des BRICS sera progressif. Quelques pays seulement seront sélectionnés. L'Algérie espère décrocher une place de membre observateur au sein de cette alliance, lui offrant ainsi une grande marge de manœuvre pour développer davantage son économie, ses finances ainsi que ses compétences numériques, des atouts concurrentiels majeurs. Le pays a constitué un dossier solide d'arguments, mais doit faire face à une concurrence féroce des autres candidats pour pouvoir convaincre les cinq pays émergents. Ces derniers visent un partenariat « pour une croissance accélérée, développement durable et multilatéralisme inclusif ». C'est le thème de ce Sommet.

EL MOUDJAHID

Faïd rencontre les représentants de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud : «Contribuer à la nouvelle dynamique économique et au développement du pays»



Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a appelé, hier à Johannesburg, les membres de la communauté algérienne à l'étranger à contribuer davantage aux efforts de développement du pays.

Lors d'une rencontre avec des représentants de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud, M. Faïd a affirmé que «l'Algérie connaît une dynamique économique nouvelle, ainsi qu'une nouvelle ère de renouveau. Nous appelons notre communauté nationale à y contribuer». Se félicitant du niveau des compétences algériennes à l'étranger, le ministre a rappelé les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a affirmé que «la communauté nationale est désormais une élite» et que «les portes lui sont grandes ouvertes, pour contribuer au développement du pays». M. Faïd a, par là même, transmis les salutations du président de la République à la diaspora algérienne en Afrique du Sud, soulignant toute l'importance accordée par le Président Tebboune «à la promotion de leur place et au renforcement des liens avec leur patrie». Les rencontres avec les membres de la diaspora sont une tradition consacrée par le président de la République, afin d'écouter leurs préoccupations et les tenir informés des derniers développements dans le pays, et ce dans le cadre du processus prometteur de renouveau enclenché en Algérie, a-t-il ajouté.

Il a rappelé, en outre, les mesures prises par l'Algérie en faveur de sa diaspora pour renforcer ses liens avec la mère patrie, à travers son association en tant que force

d'influence et de proposition dans le processus de développement, en sus des efforts entrepris pour étendre le réseau bancaire algérien à l'étranger en vue de faciliter les transactions financières et d'encourager l'investissement.

Les membres de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud ont évoqué, pour leur part, plusieurs questions, dont l'importance de la ligne arienne directe Alger-Johannesburg.

Le ministre des Finances est en visite en Afrique du Sud en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du forum «BRICS Outreach Plus», organisé dans le cadre du 15e Sommet des BRICS. Cette visite a coïncidé avec le lancement de la ligne aérienne Alger-Johannesburg par Air Algérie.

EL MOUDJAHID

**Ouverture hier de la 15e session du Sommet des BRICS à Johannesburg -
Elargissement à de nouveaux membres, extension de l'influence politique
et économique : Les deux enjeux**



Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du forum «BRICS Outreach Plus», le ministre des Finances est en Afrique du Sud.

Ce sommet retient une grande attention des observateurs, particulièrement des pays qui ont formulé une demande d'adhésion. Pourquoi les BRICS attirent autant de sollicitations que de regards, dans cette conjoncture internationale devenue complexe

à cause du déclenchement de plusieurs conflits graves ? Il faut rappeler que les BRICS représentent sur le plan démographique 3,2 milliards de personnes, soit 42% de la population mondiale. Sur le plan économique, les cinq pays dépassent pour la première fois le G7 en termes de contribution au PIB mondial en Parité des pouvoirs d'achat (PPA) avec 31,5% contre 30,7% pour le G7 en 2020. Ceci est dû en grande partie à la forte croissance de la Chine et de l'Inde. Les BRICS représentent 25% des investissements directs dans le monde et 18,6% des flux de commerce international. Au-delà de la puissance économique affirmée, les BRICS offrent pour de nombreux pays une alternative au système dominant unipolaire, inéquitable sur le plan économique et politique. Aussi, l'approche des BRICS est appréciée actuellement, ce qui explique la volonté de plusieurs nations à vouloir y adhérer. Mieux encore, les BRICS se sont dotés, depuis 2014, d'une banque de développement, la New Development Brics Bank (NDB) dotée d'un capital de 100 milliards de dollars, dont le siège est à Shanghai (Chine). Cette banque assure le financement d'importants projets de développement notamment en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Appréciant la contribution des BRICS dans l'économie mondiale et leur place dans le système des relations internationales, l'Algérie a formulé officiellement une demande d'adhésion au groupe des cinq pays avec en plus une participation au capital de la NDB à hauteur de 1,5 milliard de dollars. La volonté exprimée par l'Algérie de rejoindre les BRICS n'est pas à proprement parler une surprise, car les liens économiques et politiques qui la lient à chacun des pays, pris individuellement, sont anciens et sont imprégnés de confiance, de respect et de solidarité. Les récentes visites du président de la République en Russie et en Chine confirment la qualité de ces relations. Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu de discussion officielle sur l'élargissement des BRICS et il n'y a pas de critères clairs ou de procédures pour l'admission de nouveaux membres. Le sommet de Johannesburg sera l'occasion, en effet, pour les cinq pays de se pencher sur le dossier au regard du nombre de pays qui ont formulé leur demande d'adhésion au groupe.

Monnaie unique aux BRICS

Un autre dossier à l'ordre du jour est la question de la création d'une monnaie unique en vue de l'accélération de la "dédollarisation". Les BRICS souhaitent réduire leur dépendance au dollar américain. Une question qui pourrait d'ailleurs influencer le choix d'intégrer ou non de nouveaux membres au sein du groupe. A ce propos, l'économiste, enseignant-chercheur à l'Université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), Abderrahmane Seddiki a indiqué, que l'établissement d'une unité monétaire unifiée au sein des nations constitutives du groupe BRICS s'avère "une entreprise complexe, exigeant une convergence substantielle sur les plans économique, politique et institutionnel", a-t-il analysé. Soulignant que "ce processus implique une conjonction de paramètres tant techniques que politiques, comprenant la gestion harmonisée de la politique monétaire, la synchronisation des assises fiscales, la supervision des mécanismes financiers et autres sphères connexes". Dans le cas où la "conception et l'implémentation d'une telle monnaie deviendraient tangibles, les modalités de sa réalisation pourraient revêtir différentes configurations en fonction des délibérations des Etats membres. Ces configurations pourraient se traduire par la création d'une unité

monétaire tout à fait nouvelle, par l'extension d'une des devises nationales préexistantes, voire par l'émergence d'une forme numérique de cette monnaie. Les spécificités inhérentes dépendraient des accords qui résulteraient des pourparlers entre les nations participantes, influencées par des considérations à la fois économiques et politiques", a-t-il encore analysé. Abordant le rôle de la nouvelle monnaie BRICS, l'économiste a indiqué que "premièrement, en tant que nouvelle monnaie des BRICS, son rôle introductif pourrait être centré sur les objectifs, tout comme la réduction de la dépendance au dollar américain ; la stimulation des échanges intra-BRICS et enfin le renforcement de la coopération économique". Dans un second temps, si "la monnaie des BRICS gagne en adoption et en importance, son rôle pourrait évoluer à travers la diversification des réserves de change.

Un système financier international plus équilibré et multipolaire

A ce propos, il a expliqué que "les pays membres pourraient commencer à diversifier leurs réserves de change, en incluant la nouvelle monnaie dans leurs réserves aux côtés d'autres monnaies majeures comme le dollar américain et l'euro". Cela peut également évoluer, a-t-il ajouté par l'"internationalisation progressive : Si la confiance dans la monnaie des BRICS augmente, elle pourrait être utilisée de plus en plus dans les transactions internationales en dehors du bloc BRICS, éventuellement dans le but de rivaliser avec d'autres monnaies de réserve mondiales", a-t-il détaillé. Et aussi par réduction du risque systémique : Si la monnaie des BRICS devient une monnaie de réserve alternative, elle pourrait aider à réduire les risques systémiques liés à la concentration excessive de la puissance monétaire et financière dans quelques monnaies, comme c'est le cas actuellement avec le dollar", a-t-il commenté. En fin de compte, si la "monnaie des BRICS parvenait à s'établir comme une monnaie de réserve mondiale, son rôle final pourrait être celui d'une alternative crédible au dollar et à d'autres monnaies dominantes, contribuant à un système financier international plus équilibré et multipolaire", a-t-il analysé. La question revient au centre de l'actualité depuis la crise militaire russo-ukrainienne, notamment avec les sanctions décidées par l'Occident à l'encontre de la Russie, particulièrement son exclusion du système des paiements internationaux SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication) dont le siège est à Bruxelles. Aussi, à la question de savoir si la Russie veut adopter les paiements dans le commerce extérieur à partir des monnaies nationales et non pas par le recours au dollar, sachant qu'il reste encore la principale monnaie de référence des réserves de change, l'expert a indiqué que la "Russie et autres nations (groupe des pays BRICS) manifestent un intérêt grandissant envers l'utilisation de leurs propres unités monétaires nationales dans les transactions internationales, dans une démarche visant à réduire leur dépendance à l'égard du dollar américain. Le motif de cette initiative réside dans la volonté de minimiser leur vulnérabilité aux mouvements de la valeur du dollar ainsi qu'aux orientations monétaires des États-Unis", a-t-il analysé.

Samia Boulahlib

EL MOUDJAHID

Début des travaux du 15e sommet des BRICS en Afrique du Sud



Les travaux de la 15e session du sommet des BRICS ont débuté, hier, dans la ville de Johannesburg, en Afrique du Sud, avec la participation des chefs d'États membres, à l'exception du Président russe Vladimir Poutine, qui a été représenté par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Le sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) doit évoquer plusieurs sujets importants, comme la possible expansion du groupe à d'autres pays qui ont exprimé leur volonté d'adhésion. Lancé formellement en 2009, le groupe des cinq puissances émergentes représente aujourd'hui 23% du PIB et 42% de la population mondiaux.

EL MOUDJAHID

Algérie - Chine : Le partenariat stratégique s'accélère

Les relations entre l'Algérie et la Chine, par leur profondeur historique et leur caractère stratégique global, se sont renforcées davantage, à l'occasion de la visite d'État qu'a effectuée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Chine, à l'invitation de son homologue chinois, Xi Jinping.

Plus que jamais, Pékin compte renforcer sa coopération avec Alger, notamment à la lumière d'une série de mesures et réformes engagées par le Gouvernement dont la

nouvelle loi sur l'investissement, et celle sur les hydrocarbures. Aujourd'hui, les deux pays ambitionnent de promouvoir le partenariat stratégique global qui les lie depuis 2014 à des niveaux supérieurs et d'ouvrir de plus larges horizons au mieux des intérêts des deux pays et des deux peuples, de manière à réaliser leurs aspirations en pleines mutations mondiales.

Dans une démarche de raffermissement des relations bilatérales, les deux pays ont signé le deuxième Plan quinquennal de coopération stratégique globale 2022-2026, qui tend à poursuivre l'intensification des contacts et de la coopération dans tous les domaines, dont l'économie, le commerce, l'énergie, l'agriculture, les sciences et technologies, l'espace, la santé et la culture, outre le renforcement de l'harmonisation des stratégies de développement entre les deux pays. En vue de consolider la coopération parlementaire entre les deux pays, il a été procédé, en novembre 2022, à l'installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Chine, dans l'objectif de se mettre au diapason de l'évolution constatée dans les relations bilatérales et qui s'est concrétisée par l'intensification de l'échange de visites de haut niveau et le renforcement de la concertation autour de plusieurs questions régionales et internationales. Sur le plan économique, la cadence du partenariat stratégique continue à s'accélérer, à travers la réalisation de plusieurs projets d'importance stratégique pour l'économie algérienne, à l'instar du Port Centre de Cherchell, de l'exploitation du phosphate et du fer et du développement du réseau ferroviaire, ce qui est à même d'augmenter le niveau des investissements chinois en Algérie.

La Chine est devenue ces dernières années le plus important partenaire commercial de l'Algérie, occupant la 1^{re} place en termes d'approvisionnement du marché algérien, avec une valeur de plus de 9 mds USD, soit un taux de plus de 16,5%, selon les données des Douanes algériennes.

Aujourd'hui, avec l'ambition de l'Algérie d'intégrer prochainement les Brics, dont la Chine est membre influent, cette coopération ne pourra que se renforcer. En effet, Pékin a accueilli très favorablement la demande de l'Algérie de rejoindre ledit groupe.

EL MOUDJAHID

Abdelkader Slimani, économiste : «Alternative économique»

Entretien réalisé par : Salima Ettouahria

"L'Algérie participera du 22 au 24 août, en Afrique du Sud, au 15^e sommet des pays « BRICS», en tant qu'observateur avant de réunir les conditions techniques lui permettant d'intégrer le groupe en tant qu'État membre de cet important bloc économique mondial", explique, dans cet entretien, l'expert économique Abdelkader Slimani.

El Moudjahid : L'Algérie prendra part au prochain sommet des Brics en Afrique du Sud. Cette participation constituera-t-elle, selon vous, un pas dans le processus de son adhésion au groupe ?

Abdelkader Slimani : Le prochain sommet à Johannesburg est crucial et très important pour l'Algérie, qui souhaite, avec 13 autres pays, dont des pays arabes, asiatiques et latino-américains, à entrer dans le groupe des «BRICS» et faire partie du plus grand bloc économique dans un contexte marqué par l'émergence d'un nouvel ordre économique mondial basé sur la multipolarité. Il faut savoir, d'autre part, que le règlement intérieur du groupe « BRICS » exige que tout pays souhaitant le rejoindre soit initialement membre observateur, avant la finalisation des aspects techniques relatifs aux transactions bancaires et financières, l'unification des tarifs douaniers, et la consécration de la fiscalité bilatérale. L'Algérie a de grandes chances pour intégrer ce bloc en tant que membre observateur. Ceci d'autant plus qu'elle entretient de très bonnes relations avec les Etats membres fondateurs de ce groupe, comme la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud, ce que traduit d'ailleurs les visites du président de la République, ainsi que par sa promesse d'injecter 1,5 milliard de dollars dans la nouvelle banque de développement, dont le capital est estimé à 100 milliards de dollars. Cette contribution de la partie algérienne est un investissement qui aura des bénéfices et des retours pour notre pays.

Quel est l'intérêt de l'Algérie à rejoindre le groupe des BRICS ?

A travers son intégration à cet important bloc économique mondial, l'Algérie veut diversifier et élargir la liste de ses partenaires économiques, et nouer des partenariats stratégiques avec les Etats membres de ce groupe, comme ce fut le cas avec la Russie, avec laquelle un accord de partenariat global a été signé, ou encore avec la Chine dans le cadre du deuxième plan quinquennal de coopération stratégique, et d'autres pays, dont l'Afrique du Sud, qui est un pays ami avec lequel nous entretenons des relations historiques fortes, ainsi que le Brésil, avec lequel nous entretenons de bonnes relations économiques, et l'Inde, avec qui le volume des échanges commerciaux a atteint 3 milliards de dollars entre 2018 et 2019.

L'Algérie souhaite nouer de véritables partenariats fondés sur la confiance, le respect mutuel des intérêts économiques, et attirer les investissements des membres des BRICS qui représentent 40% du marché mondial d'autant plus que l'objectif de l'Algérie est d'augmenter ses exportations à plus de 13 et 20 milliards de dollars par an, et les investissements à plus de 5 milliards de dollars par an.

Quel est, d'après vous, l'impact de la contribution apportée par l'Algérie à la Banque de développement des BRICS ?

La contribution de l'Algérie à la Nouvelle Banque de Développement traduit la volonté économique et politique de l'Algérie de rejoindre le groupe des « BRICS », d'assurer la présence des investissements et de donner une belle image de notre pays, qui aspire à un développement global et durable pour les peuples du monde entier. Il s'agit aussi de

financer des projets de développement à dimension régionale et africaine, tels que la Route de l'Union africaine, le gazoduc transsaharien, les voies ferrées entre Tindouf et Béchar, et Tébessa-Souk Ahras-Annaba. Cela signifie que des retours financiers et des bénéfices importants sont attendus du 1,5 milliard de dollars apporté par l'Algérie, d'autant plus que cette banque investit dans des projets et des infrastructures, notamment en Afrique, en Amérique latine et en Asie, et accorde des prêts aux gouvernements afin de renforcer leur système économique et de gouvernance.

La Banque des BRICS, sera-t-elle, selon vous, un véritable concurrent de la Banque mondiale, notamment pour les pays en développement, d'autant plus que le groupe a enregistré 22 demandes d'adhésion ?

La Nouvelle Banque de Développement et le groupe « BRICS », ainsi que d'autres groupes stratégiques comme le Groupe de coopération de Shanghai, expriment tous un nouveau monde économique multipolaire, loin du monde occidental qui perpétue une hégémonie sauvage à travers le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, qui imposent des conditions draconiennes et portent souvent atteinte à la souveraineté des États, notamment lors de l'octroi de prêts et de financements. Ainsi, ce type de banques constitue une alternative qui inspire confiance et garantit la souveraineté loin du chantage et de l'ingérence dans les affaires intérieures des États. Ce type de banques accorde des fonds pour soutenir les infrastructures et les secteurs stratégiques comme l'agriculture, l'eau et l'électricité avec pour objectif de parvenir à un développement durable, auxquels aspire les pays en développement dont l'Algérie.

EL MOUDJAHID

Dr Mehdi Bouchetara : «Le soft power chinois serait crucial pour la candidature de l'Algérie aux BRICS»

Entretien réalisé par : Fouad Irnatene

El Moudjahid : Selon le ministre des Finances, Laâziz Faid, Alger compte faire émerger un «système économique mondial plus juste» en participant au sommet des BRICS. L'Algérie semble prête pour rejoindre les BRICS...

Dr Mehdi Bouchetara : C'est fascinant de voir comment l'Algérie envisage de jouer un rôle actif dans la création d'un système économique mondial plus équitable en participant au sommet des BRICS. L'Algérie semble déterminée à éviter les pièges qui pourraient découler d'une adhésion à des organisations internationales, en tirant des leçons de son expérience passée avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les critères d'adhésion à ces organisations ont évolué au fil du temps, et il est prudent de prendre en compte ces évolutions lorsqu'il s'agit de rechercher de nouveaux partenariats.

Il est remarquable que l'Algérie maintienne sa position parmi les rares pays n'ayant adhéré à aucun regroupement économique international. Cette approche reflète une

certaine prudence et une volonté de garantir que toute adhésion future soit en adéquation avec les intérêts nationaux et les objectifs de développement du pays.

Il est intéressant aussi de noter que l'adhésion de l'Algérie aux BRICS pourrait avoir un impact significatif sur le climat des affaires dans le pays.

La participation à ce groupe dynamique pourrait renforcer la confiance des investisseurs étrangers en montrant que l'Algérie est prête à s'engager dans des collaborations internationales constructives.

De plus, ce regroupement étant encore en train de définir ses critères d'adhésion, cela laisse une certaine souplesse pour s'adapter aux spécificités de chaque pays membre potentiel.

Cependant, il est tout aussi important d'analyser en profondeur les capacités et les atouts du pays pour tirer pleinement parti d'une telle adhésion.

La compétitivité des banques algériennes et le marché financier sont des éléments clés à prendre en considération, car ils jouent un rôle essentiel dans le processus de développement économique et d'intégration.

Le défi auquel l'Algérie pourrait être confrontée réside dans le fait que les acteurs économiques, en l'occurrence les banques et le marché financier, peuvent actuellement manquer de dynamique et de compétitivité nécessaires pour suivre le rythme des États membres de ce regroupement.

Cela pourrait nécessiter des réformes et des investissements stratégiques pour renforcer ces secteurs et les mettre en phase avec les standards internationaux.

Un des pays influents dans ce groupe est la Chine. La relation entre Alger et Pékin se renforce. Comment voyez-vous les perspectives de cette relation bilatérale ?

Au cours de la décennie 2013-2023, la Chine s'est affirmée comme l'un des partenaires économiques majeurs de l'Algérie. Les racines de cette relation remontent non seulement à des liens historiques, politiques et diplomatiques, mais également à l'adhésion de l'Algérie au projet chinois de la Route de la Soie en 2018. Au cœur de cette dynamique, la Chine s'est positionnée comme le principal fournisseur commercial de l'Algérie, avec des exportations annuelles moyennes atteignant les 8 milliards de dollars depuis 2013.

Cette collaboration a trouvé sa forme concrète à travers la signature du premier plan quinquennal de coopération stratégique mondiale, initialement déterminé en 2014 et ayant couvert la période jusqu'en 2018. Cet accord, tout en contribuant à l'essor des échanges bilatéraux, a jeté les bases pour une relation plus profonde. En témoignage de leur engagement continu, les deux pays ont renforcé ces liens en signant un deuxième plan quinquennal en 2022, ouvrant ainsi la voie à une collaboration encore plus approfondie.

Cette coopération englobe une gamme variée de secteurs essentiels, allant de l'économie au commerce, de l'énergie à l'agriculture, des sciences et technologies à l'espace, de la santé à la culture. Cette convergence d'intérêts, au fil des années, a non seulement renforcé les relations entre les deux nations, mais il est nécessaire de rappeler que la Chine excelle dans l'utilisation du "soft power" en mobilisant sa culture, sa diplomatie publique et ses réalisations économiques. À cet égard, l'Algérie peut

également forger des partenariats gagnant-gagnant en exploitant son riche patrimoine culturel et ses atouts économiques.

De l'avis des experts, ce partenariat est un atout maître pour une meilleure présence de l'Algérie au sein des Brics comme observateur et plus tard comme membre. Comment ?

L'adhésion en tant que membre au sein des BRICS est essentielle pour l'Algérie en raison du contexte géopolitique actuel et des enjeux régionaux. En tant qu'observateur, l'impact est limité, alors que le statut de membre offrirait une voix directe dans les décisions et les négociations, renforçant ainsi la capacité de l'Algérie à défendre ses intérêts et à contribuer activement aux dynamiques mondiales.

Sur le plan international, la présence en tant que membre renforcerait la crédibilité de l'Algérie en tant qu'acteur majeur et offrirait des opportunités pour tisser des alliances solides avec des pays influents. En tant qu'observateur, l'Algérie pourrait avoir un accès limité aux discussions internes et ne serait pas en mesure de participer activement aux prises de décision. Cela pourrait en effet être perçu comme une situation moins satisfaisante, en particulier pour un pays souhaitant exercer un rôle plus actif et avoir un impact réel sur les dynamiques mondiales.

Le rôle du soft power chinois serait crucial en soutenant la candidature de l'Algérie pour intégrer les BRICS. En mettant en avant les avantages économiques mutuels d'une telle adhésion, la Chine pourrait influencer les autres membres, en soulignant les opportunités de croissance, de partenariats commerciaux et d'investissements que l'Algérie apportera au groupe. Par le biais de la diplomatie économique, de la coopération dans des projets stratégiques et de la promotion des intérêts économiques communs, la Chine pourrait contribuer à positionner l'Algérie comme un acteur potentiellement précieux au sein des BRICS.

F.I

(*) Maître de conférences «A» à l'École nationale supérieure de management

EL MOUDJAHID

L'expert Nouredine Legheliel analyse l'adhésion de l'Algérie aux Brics : «Un ordre multipolaire plus équitable»

«Une position géostratégique, un pays sans endettement extérieur, stabilité politique et non-alignement doctrinal de sa politique extérieure, voici les principaux atouts qui, selon l'expert, plaident en faveur de la candidature de l'Algérie, auxquels il faudra ajouter, vérité bien établie et reconnue, à savoir que l'État algérien est aussi réputé exportateur de paix et de stabilité dans un monde en perpétuelles mutations géopolitiques et conflictuelles.

Par ailleurs, le thème choisi pour le Sommet des Brics 2023 en Afrique du Sud étant la collaboration pour un futur durable, celui-ci reflète à lui seul, estime l'expert, toute la volonté de ce groupe d'élargir son cercle d'adhésion, conformément à ses engagements d'ouverture et à travailler ensemble pour trouver des solutions durables aux défis actuels. Notre interlocuteur soutient en ce sens que "cette volonté d'ouverture des Brics procède d'une option stratégique que les dirigeants du Club sont tellement engagés à transformer en réalité palpable, à telle enseigne qu'il n'est pas exclu de voir approuvées toutes les candidatures émises par les pays désirant rejoindre cette organisation". Outre l'Algérie, il s'agit potentiellement de l'Iran, de l'Arabie saoudite, de l'Égypte et notamment du Sénégal et de l'Éthiopie. Vu sous cet angle, ce 15e Sommet des Brics sera celui de la confirmation de l'influence progressive de ce club à l'échelle internationale. Une influence déjà établie en mars dernier lorsque, aux termes d'une étude de Refinitiv Datastream et Acorn Macro Consulting, les pays de ce regroupement (Russie, Chine, Brésil, Inde et Afrique du Sud) ont surpassé le Groupement des sept pays les plus industrialisés de la planète, avec une contribution de 31,5 % au PIB mondial contre 30,7% pour le G7, une première dans les annales de l'organisation. La riposte de l'Occident ne s'est pas fait attendre, et à ce titre, note interlocuteur évoque d'ores et déjà la probabilité de délocalisation des entreprises américaines opérant notamment en Chine. "C'est une question de suprématie, d'hégémonie mondiale de l'administration américaine", a commenté notre interlocuteur.

Un projet «magnifique» pour équilibrer l'ordre mondial

Le projet que les dirigeants des Brics œuvrent à consacrer, notamment à travers ce 15e Sommet, est magnifique, a affirmé notre interlocuteur. Un projet qui tend, a-t-il expliqué, à rétablir un ordre mondial multipolaire, plus équitable, plus juste, plus affranchi des tensions que subit la planète, sur fond de guerre commerciale qui fait rage et aux conséquences parfois extravagantes dans certains espaces objet de conflits... quasi majoritairement mondialisés. A ce propos, un des objectifs phares du 15e Sommet des Brics est d'examiner et de collaborer sur des questions essentielles pour l'avenir de l'économie mondiale et de la coopération internationale. Autre objectif non moins important, la consolidation de la sécurité mondiale. Les dirigeants des Brics débattront en effet des voies et moyens de renforcer la lutte antiterroriste et de la stabilité géopolitique autant au plan régional qu'international. Le rôle pivot de l'Algérie et son expérience dans le combat contre le terrorisme, ses efforts pour sécuriser son environnement régional en privilégiant le dialogue inclusif et les solutions pacifistes seront assurément mis en exergue.

Quid des prétendues réticences de l'Inde et du Brésil ?

Dans sa réponse, Nouredine Legheliel évoque ce qu'il considère comme étant l'inconvénient majeur auquel est confrontée la consécration du projet des Brics : "l'indépendance économique des pays de ce club aux puissances occidentales". Il en veut pour preuve les IDE américains au Brésil d'un montant de 38 milliards de dollars et de 52 milliards de dollars en Inde. "Le Brésil a acheté pour 214 milliards de dollars de

bons du Trésor américain et l'Inde pour 236 milliards de dollars". Ces données sont à même de justifier lesdites réticences de l'Inde et du Brésil qui seraient vraisemblablement, et selon notre interlocuteur, "sérieusement inquiétés par la dépendance de leurs économies aux financements occidentaux, américain en premier lieu". De ce fait, préconise l'expert, le pragmatisme devrait prévaloir l'évolution de l'Algérie et son redéploiement sur la scène internationale. En d'autres termes", s'il est certain que l'adhésion aux Brics est une excellente opportunité pour le pays au double plan géopolitique et géoéconomique, la diversification des partenariats demeure cette approche qui sert le mieux l'Algérie dans sa projection à l'international", a-t-il soutenu. "L'Algérie entretient d'excellents rapports politiques et économiques avec des pays européens et le monde occidental en général, à l'instar de l'Italie, vers laquelle le volume de nos exportations ont atteint la seuil de 12 milliards de dollars en 2022".

Karim Aoudia

EL MOUDJAHID

Copération au sein du groupe des BRICS : Un modèle de pratique du multilatéralisme



«Le mécanisme de coopération BRICS est un mécanisme de coopération international sur le thème du développement, et ce n'est pas une soi-disant alliance militaire ou politique contre les pays occidentaux développés», a déclaré Feng Xingke, secrétaire général du Forum financier mondial et directeur du Centre pour les BRICS et la gouvernance mondiale. Pour lui, depuis l'établissement dudit

mécanisme, il y a seize ans, la coopération ne cesse de se renforcer au sein des pays des BRICS. «Les BRICS sont devenus aujourd'hui un modèle de pratique du multilatéralisme».

Les BRICS, un groupe de pays émergents comprenant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, représentent environ 40% de la population mondiale et comptent environ un quart de l'économie mondiale. Selon les pays membres, la coopération des BRICS s'étend à des domaines tels que la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, le changement climatique, le développement vert et l'industrialisation, et répond parfaitement aux aspirations de la majorité des pays en développement. Le thème de l'expansion a attiré une attention particulière, car un nombre croissant de pays ont demandé à adhérer ou ont exprimé leur intérêt à le faire, notamment le Venezuela, l'Argentine, l'Iran, l'Algérie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Pour Mao Ning, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, «la Chine soutient l'expansion des BRICS et accueille davantage de partenaires partageant les mêmes idées pour rejoindre la famille BRICS au plus tôt». Des responsables d'autres pays des

BRICS, dont le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, ont également exprimé leur soutien à l'élargissement du groupe. «Face aux nouveaux défis, le développement est la priorité absolue pour les économies de marché émergentes et les pays en développement, et le développement est le thème immuable du mécanisme de coopération des BRICS, c'est pourquoi ils sont si attrayants pour les marchés émergents et les pays en développement», a également estimé M. Feng. Un autre facteur renforçant l'attractivité des BRICS parmi les pays en développement est l'abus accru par les États-Unis de leur hégémonie du dollar au détriment de nombreux pays en développement, ont noté les analystes. Pour eux, les politiques économiques intérieures irresponsables des États-Unis et les sanctions implacables imposées à d'autres pays ont également causé des dommages considérables à de nombreux pays en développement. «Aussi, je pense que la prochaine réunion portera sur la manière dont les BRICS peuvent réduire, voire se débarrasser progressivement de leur dépendance à l'égard du dollar américain», a déclaré M. Feng, précisant que ces pays discuteront probablement de règles et de procédures spécifiques pour l'acceptation de nouveaux membres.

Coopération plutôt que confrontation

Une option qui serait même très bénéfique au groupe, puisque grâce à l'approche «BRICS Plus» lancée par la Chine, la coopération des BRICS s'étend au-delà des cinq pays du bloc, avec d'autres marchés émergents et pays en développement. La Nouvelle banque de développement des BRICS s'est déjà élargie avec l'approbation des Emirats arabes unis, de l'Uruguay, du Bangladesh et de l'Egypte, et de nombreux autres pays qui souhaitent la rejoindre, a expliqué Wang Youming, directeur du département des études sur les pays en développement relevant de l'Institut des études internationales de Chine. La coopération des BRICS est largement reconnue par les pays en développement, et leur statut et leur rôle dans les mécanismes multilatéraux tels que les Nations unies, le G20, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ne cessent d'augmenter. Selon Vladimir Poutine, qui s'est exprimé lors du 12e Sommet des BRICS organisé par la Russie par vidéoconférence, les BRICS renforcent leur coopération pour lutter contre le terrorisme, les drogues et la corruption. Le chef de l'État russe a également noté que les pays des BRICS préconisaient systématiquement le développement de relations constructives avec les autres États et organisations sur la base du respect de la Charte des Nations unies et des normes du droit international, à savoir l'égalité souveraine, la non-ingérence dans les affaires intérieures et le règlement pacifique des différends. Malgré le battage médiatique occidental sur le conflit russo-ukrainien, la réunion des BRICS se concentrera davantage sur la coopération intra-groupe dans un large éventail de domaines, notamment le commerce, la monnaie et l'acceptation potentielle de nouveaux membres. Bien que les médias occidentaux aient présenté le groupe comme un «contrepois» à l'Occident dirigé par les États-Unis, des experts en géopolitique ont souligné que de telles affirmations montrent que les États-Unis et certains pays occidentaux s'inquiètent de l'influence croissante des BRICS ; «cependant, ils sont biaisés et se trompent complètement sur les aspirations du groupe», ont-ils noté. Un constat partagé par le président chinois Xi Jinping qui a fait observer le fait que les pays des BRICS sont les représentants du Sud global et les leaders

des économies de marché émergentes et des pays en développement... mais nous n'avons jamais dit que nous allons créer un bloc pour concurrencer ou affronter l'Occident, nous voulons finalement construire une communauté mondiale d'avenir partagé».

LE JEUNE INDÉPENDANT

Faid à la communauté algérienne établie en Afrique du Sud : L'investissement est facilité en Algérie



Le ministre des Finances, Laaziz Faid, a appelé, ce mardi, à Johannesburg, les membres de la communauté algérienne à l'étranger à contribuer davantage aux efforts de développement du pays.

Lors d'une rencontre avec des représentants de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud, M. Faid a affirmé que « l'Algérie connaît une dynamique

économique nouvelle ainsi qu'une nouvelle ère de renouveau. Nous appelons notre communauté nationale à y contribuer ».

Il a assuré aux présents à cette rencontre que « toutes les facilités vous seront accordées pour investir et concrétiser vos projets en Algérie » en ajoutant qu'« on compte énormément sur votre savoir-faire et votre patriotisme », ajoutant que « tous les algériens aiment leur patrie et l'Algérie a besoin de tous ces enfants ».

Se félicitant du niveau des compétences algériennes à l'étranger, le ministre a rappelé les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a affirmé que « la communauté nationale est désormais une élite » et que « les portes lui sont grandes ouvertes pour contribuer au développement du pays ».

Faid a, par là même, transmis les salutations du président de la République à la diaspora algérienne en Afrique du Sud, soulignant toute l'importance accordée par le Président Tebboune « à la promotion de leur place et au renforcement des liens avec leur patrie

».Il a conforté ces propos en affirmant que « là où il y a un algérien l'Etat doit assurer sa protection ».

Le ministre a aussi tenu à rappeler que les rencontres avec les membres de la diaspora sont une tradition consacrée par le président de la République afin d'écouter leurs préoccupations et les tenir informés des derniers développements dans le pays, et ce dans le cadre du processus prometteur de renouveau enclenché en Algérie.

En outre, il a rappelé, les mesures prises par l'Algérie en faveur de sa diaspora pour renforcer ses liens avec la mère patrie, à travers son association en tant que force d'influence et de proposition dans le processus de développement, en sus des efforts entrepris pour étendre le réseau bancaire algérien à l'étranger en vue de faciliter les transactions financières et encourager l'investissement.

Les membres de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud ont évoqué, pour leur part, plusieurs questions dont l'importance de la ligne aérienne directe Alger-Johannesburg.

Le ministre des Finances est en visite en Afrique du Sud en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du forum « BRICS Outreach Plus », organisé dans le cadre du 15e Sommet des BRICS. Cette visite a coïncidé avec le lancement de la ligne aérienne Alger-Johannesburg par Air Algérie.



Nouvelle dynamique économique du pays

Faïd appelle la diaspora à y contribuer



Laâziz Faïd lors de sa rencontre avec notre communauté en Afrique du Sud Laâziz Faïd lors de sa rencontre avec notre communauté en Afrique du Sud

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd a appelé, hier à Johannesburg, les membres de la communauté nationale établie à l'étranger à contribuer davantage aux efforts de développement du pays. Lors d'une rencontre avec des représentants de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud, Faïd a affirmé que «l'Algérie connaît une dynamique économique nouvelle ainsi qu'une nouvelle ère de renouveau. Nous appelons notre communauté nationale à y contribuer». Se félicitant du niveau des compétences algériennes à l'étranger, le ministre a rappelé les déclarations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui a affirmé que «la communauté nationale est désormais une élite» et que «les portes lui sont grandes ouvertes pour contribuer au développement du pays». Faïd a, par-là même, transmis les salutations du président de la République à la diaspora algérienne en Afrique du Sud, soulignant toute l'importance accordée par le président Tebboune «à la promotion de leur place et au renforcement des liens avec leur patrie». Les rencontres avec les membres de la diaspora sont une tradition consacrée par le président de la République afin d'écouter leurs préoccupations et les tenir informés des derniers développements dans le pays, et ce dans le cadre du processus prometteur de renouveau enclenché en Algérie, a-t-il ajouté.

Il a rappelé, en outre, les mesures prises par l'Algérie en faveur de sa diaspora pour renforcer ses liens avec la mère patrie, à travers son association en tant que force d'influence et de proposition dans le processus de développement, en sus des efforts entrepris pour étendre le réseau bancaire algérien à l'étranger en vue de faciliter les transactions financières et encourager l'investissement. Les membres de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud ont évoqué, pour leur part, plusieurs questions dont l'importance de la ligne aérienne directe Alger-Johannesburg.

Le ministre des Finances est en visite en Afrique du Sud en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune aux travaux du forum «BRICS Outreach Plus», organisé dans le cadre du 15e Sommet des Brics. Cette visite a coïncidé avec le lancement de la ligne aérienne Alger-Johannesburg par la compagnie Air Algérie.



Le grand rendez-vous économique des Brics, aujourd'hui, à Johannesburg

Le nouvel ordre mondial commence

L'élargissement des Brics sonne le glas de la domination sans partage de l'Occident sur l'économie de la planète.

67 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et des Caraïbes sont conviés à Johannesburg
67 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et des Caraïbes sont conviés à Johannesburg

Le rendez-vous que donne les Brics à toutes les nations de la planète, à l'exception de la sphère occidentale, s'ouvre aujourd'hui à Johannesburg, en Afrique du Sud. Des chefs d'État et de gouvernement de 67 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et des Caraïbes sont conviés à une rencontre au Sommet qui fait office d'acte fondateur du nouvel ordre mondial. Ce Sommet est un précédent dans l'Histoire moderne de l'humanité. L'objectif n'est rien d'autre que d'en finir avec un système économique international unipolaire pour un autre multipolaire. Le succès annoncé du Sommet est dans l'engouement que suscite les Brics qui, avant même son élargissement, représente déjà plus du quart de l'humanité et dépasse, en PIB, le G7 référence mondiale de la suprématie occidentale. 23 pays ont fait acte de candidature à cette organisation, dont l'Algérie représentée au Sommet par le ministre des Finances, Laâziz Faïd, représentant du président de la République.

Le ministre participera également au Forum «Brics Outreach Plus», qui aura lieu ce jeudi. Ce rendez-vous très suivi par les Occidentaux, pour l'importance qu'il requiert en matière de nouvelles perspectives pour tous les participants, dont la quasi-totalité des pays africains, moins le Maroc, est censé jeter les bases du nouvel ordre mondial. L'élargissement des Brics sonne le glas de la domination sans partage de l'Occident sur l'économie internationale. Tout repose désormais sur les critères et le processus d'adhésion que mettront en place les cinq pays fondateurs de l'organisation. Il va de soi que le communiqué final sanctionnant le Sommet constituera un document d'une valeur hautement historique, puisqu'il interpellera l'ensemble de la communauté mondiale.

Les résolutions qui sortiront du Sommet engageront l'humanité sur de nombreuses décennies. À terme, le monde changera de visage et les Occidentaux le savent, Et à ce titre, ils seront parmi les premiers impactés par les décisions qui sortiront de la rencontre. En attendant, la thématique du Sommet renseigne sur une volonté d'édifier de nouveaux rapports internationaux.

Sous le signe du «Partenariat pour une croissance accélérée, développement durable et multilatéralisme inclusif», cette rencontre annonce d'ores et déjà la couleur. Le décor ainsi planté, donne à l'Algérie une opportunité unique de se placer dans le nouveau monde multipolaire. «Brics Outreach Plus», qui succèdera au Sommet sera le premier signe du nouveau métronome économique mondial. Il est donc entendu que «la participation de l'Algérie à ce Forum traduit tout l'intérêt accordé par les autorités du pays à contribuer à la réflexion autour des questions liées à la reprise face aux crises multidimensionnelles, au renforcement d'un multilatéralisme juste et à la réforme de la gouvernance mondiale», note le ministère des Finances dans son communiqué rendu public, hier.

L'enjeu est, à ce point gigantesque, que le nouvel acteur de la scène économique internationale façonnera qu'on le veuille ou pas un autre monde possible où l'épicentre géopolitique se déplacera forcément. Les 67 pays qui ont répondu présents à l'invitation

des Brics auront aussi leur mot à dire sur les deux conflits qui empoisonnent l'atmosphère politique de la planète. Il n'est pas interdit de penser que les questions palestinienne et sahraouie, délestées du poids du caractère unipolaire de la gouvernance mondiale, puissent connaître, une solution équitable et dans l'intérêt des peuples.

Cette perspective, peut-être moins lointaine, qu'on le pense est conditionnée par la vitesse d'intégration des économies à un nouvel ordre mondial multilatéral. L'Algérie qui, depuis les années 70, a pointé l'importance de changer de modèle de développement pour une meilleure émancipation de l'humanité, trouve dans ce Sommet et les thèmes développés par le Forum, matière à satisfaction. Le Sommet des Brics, qui partage la même vision qu'Alger, couronne près de cinquante années de combat acharné de la diplomatie algérienne. Le bien-être social suppose un accès à la liberté. Le monde multipolaire rend possible cette aspiration. Et cela englobe l'humanité entière, y compris les Palestiniens et les Sahraouis.



5e sommet des Brics

Chronologie de l'ambition algérienne

Pour certains milieux, l'annonce de la demande d'adhésion aux Brics a été telle une douche froide.

Beaucoup de bruits ont accompagné l'annonce du président Tebboune de l'intention de l'Algérie de rejoindre les Brics. En effet, l'ambition affichée du président d'arrimer le pays au bloc des pays émergents, n'a pas manqué de réveiller les vieux démons dans les coulisses de la diplomatie occidentale et leurs boucs, tapis dans les différents supports médiatiques. Cet état de fait n'a pas, pour autant, altéré d'un iota la volonté ferme du pays d'aller au-devant de cette quête stratégique et géopolitique d'envergure. Chronologie d'une annonce qui a fait trembler la terre des néocolonialistes et de leurs inféodés partisans. De tout temps, l'Algérie n'a jamais caché son appartenance historique au bloc des non-alignés et à l'idéologie qui l'anime. Aujourd'hui, plus que jamais, les choix historiques de l'Algérie s'affirment avec plus de rigueur. C'est vers la fin du mois de juillet 2022, que le président Tebboune a annoncé l'intention de l'Algérie de rejoindre les Brics, estimant qu'une telle adhésion prémunira le pays des frictions entre les deux pôles. «Les Brics nous intéressent car ils permettent de s'éloigner de l'attraction des deux pôles», a-t-il confié, le 31 juillet 2022, lors d'une rencontre avec la presse nationale. Une telle annonce n'a pas manqué de réveiller les vieux démons et de déchaîner les réactions hostiles, à peine voilées. Mais comme on dit, «la caravane passe...» Cette annonce intervient également, peu de temps après la décision d'ouvrir

l'adhésion à d'autres pays prise, lors du dernier Sommet des Brics tenu, en juin 2022 en Chine. L'ambition de l'Algérie de rejoindre le bloc des pays émergents, à travers une adhésion aux Brics, reste surtout motivé par des choix géostratégiques clairs et tranchés, notamment pour ce qui est du modèle économique nouveau à emprunter, à l'abri des interférences et des injonctions. Le lundi 7 novembre 2022, l'Algérie annonce avoir déposé officiellement sa demande d'adhésion au groupe des Brics. Pour certains milieux, c'est la douche froide. D'emblée la Chine, la Russie et l'Afrique du Sud ont clairement affiché leur soutien à une éventuelle adhésion de l'Algérie aux Brics. La visite du président de la République en Fédération de Russie, entamée du 13 au 15 juin 2023 et en République de Chine du 17 au 21 juillet 2023, participent de cette volonté d'appuyer cette demande d'adhésion et de lui garantir toutes les chances de succès. Parallèlement à cela, le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf a entamé un forcing diplomatique, en faveur de l'adhésion de l'Algérie au groupe des Brics. En date du 6 août 2023, il recevra, au siège du ministère, les ambassadeurs et les représentants des cinq pays membres du groupe des Brics accrédités en Algérie. L'offensive diplomatique du ministre des Affaires étrangères a eu pour objectif de mettre en valeur les éléments concordants et contribuant à l'appui de la candidature de l'Algérie. En effet, sur le plan géopolitique et diplomatique, les positions et les engagements de l'Algérie, en faveur d'un ordre mondial multipolaire, juste et équitable, demeurent sous une constance infaillible. Quant au plan économique, Attaf n'a pas manqué de rappeler les résultats positifs de la nouvelle politique économique de l'Algérie, notamment pour ce qui est de la diversification des ressources hors hydrocarbures. S'il est vrai que pour la majorité des pays des Brics, notamment les pays fondateurs et les plus importants membres, comme la Chine, la Fédération de Russie, l'Afrique du Sud et le Brésil, l'Algérie peut compter sur leur soutien indéfectible, pour l'Inde la question reste entière. Faut-il encore rappeler cet entretien du ministre des Finances, Laâziz Faïd à Paris avec Dilma Rousseff, la présidente de la Nouvelle banque de développement (NBC), la banque des Brics créée en 2015. Il est également important de souligner que l'Algérie a, formellement, exprimé son intérêt pour devenir membre de cette institution financière multilatérale. Pour ce faire, une contribution de 1,5 milliard de dollars au capital de la Nouvelle banque de développement a été formulée officiellement par l'Algérie. Autant dire que l'Algérie n'intègre pas les Brics les mains vides, ni pour aller demander la charité.

L'élargissement des Brics à d'autres pays semble être un pari gagné, autant pour les pays qui y postulent, à l'instar de l'Algérie, que pour les membres eux-mêmes de ce groupement de pays émergents. Preuve en est la déclaration du président de l'Afrique du Sud, Cyril Ramaphosa qui vient d'affirmer, dans une déclaration, en prévision de la tenue de ce Sommet dans son pays, que «la valeur du bloc va au-delà des intérêts de ses membres actuels».

5e sommet des Brics/Les leaders affichent leurs intentions à Johannesburg

La revanche des émergents

Le sommet aura, d'ores et déjà, produit une onde de choc, au vu des comptes-rendus des médias occidentaux.

«Le but principal des BRICS est le développement multilatéral»«Le but principal des BRICS est le développement multilatéral»

C'est un sommet historique des Brics, qui a pris acte, hier, à Johannesburg en Afrique du Sud, avec pour agenda de travail, l'élargissement du groupe à d'autres pays, mais aussi débattre des questions d'approfondissement des échanges et de développement du mécanisme entre les pays membres. En présence du président de la République de Chine, Xi Jinping, du président du Brésil, Lula Da Silva, du président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine qui est intervenu en visioconférence, ainsi que du Premier ministre de l'Inde, Narendra Modi, sans compter le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, le sommet semble tenir toutes ses promesses et même au-delà. A priori, le sommet des Brics a eu le mérite de remettre les pendules à l'heure.

C'est Poutine, président de la Fédération de Russie qui donnera le ton, en affirmant que le processus de dédollarisation dans les règlements entre les pays de cette alliance économique était irréversible. «Les livraisons de céréales et d'engrais russes à l'étranger sont délibérément bloquées, et en même temps on nous accuse hypocritement de la crise actuelle sur le marché mondial. Cela s'est manifesté dans la mise en oeuvre du soi-disant accord céréalier, conclu avec la participation du Secrétariat général de l'ONU, qui visait initialement à assurer la sécurité alimentaire mondiale», a déclaré le chef du Krémolin, affirmant que la Russie était prête à revenir à l'accord, si toutes ses conditions étaient acceptées. Le Président de l'Afrique du Sud, a confié «nous exhortons à des réformes fondamentales des systèmes mondiaux financiers», a -t-il précisé. Cyril Ramaphosa a estimé que le groupe des Brics détient le pouvoir de créer de profonds changements dans le monde. Le but principal des Brics est le développement multilatéral», a déclaré le Président sud-africain.

Une plate-forme d'échanges

Le président chinois, Xi Jinping, a confié que le mécanisme des Brics, constituait «une plateforme d'échanges mondiale, qui est devenue une force constructive, contribuant au développement économique mondial». Le président brésilien Lula da Silva a, pour sa part, confié que le groupe des pays émergents des Brics n'avait pas pour objectif de défier d'autres coalitions internationales, comme le G7 ou les États-Unis, mais d'organiser et de préparer le Sud global. Contrairement au Président brésilien, qui avait soutenu que les Brics n'étaient pas un contrepoids au G7 ou au G20, les Présidents

chinois, russe et sud-africain, ont clairement affiché leur volonté d'opposer le modèle des Brics aux groupements occidentaux. Affichant son appui en faveur d'un élargissement des Brics, au même titre que les Présidents chinois, russe et sud-africain, Lula a déclaré explicitement qu'il soutenait l'adhésion d'autres pays aux Brics.

Pour lui, les Brics ne doivent pas devenir «une tour de Babel». «Nous voulons que les Brics soient une institution multilatérale et non un club exclusif», a-t-il déclaré. C'est cela, qui semble inquiéter, le plus, le monde occidental, car au demeurant, une extension du mécanisme profiterait à un renforcement du potentiel économique, militaire, énergétique, alimentaire, et même géopolitique du groupe, etc. Selon des projections des experts du Brics, une éventuelle extension du groupe, devrait permettre aux Brics d'englober plus de 40% du PIB mondial et un peu plus de 50% de la population mondiale. Faut-il le mentionner, ce qui inquiète l'Occident et, à sa tête les Américains, ce n'est pas tant les considérations politiques, mais plutôt celle liée à la disparition de l'hégémonie du dollar, mais aussi ce renforcement du potentiel énergétique de ce groupe.

Le dollar out?

Selon des experts, plus de 90% des transactions portant sur le pétrole pourraient se passer du dollar américain, si la candidature de certains pays, gros producteurs de gaz et de pétrole était retenue.

L'Inde a déjà donné le ton en passant un marché d'un million de barils achetés en roupies chez Abu Dhabi National Oil Company. Plus qu'un talk-show de haute voltige, le 15ème Sommet des pays des Brics s'est avéré être une véritable plateforme d'échanges et de propositions, en vue d'un monde nouveau auquel aspirent les peuples du tiers-monde, en matière de croissance inclusive et durable.

Question feed-back, le sommet aura, d'ores et déjà, produit une onde de choc au sein des grandes capitales occidentales, dont les médias s'en sont donné à cœur joie, en laissant libre cours à leurs projections, sur fond de supputations et dénigrements. Mais au-delà des inquiétudes, somme toute, légitimes des Occidentaux, ce sont les aspirations toutes aussi légitimes et justes des peuples et des sociétés du tiers-monde qui transparaissent, à travers cette fracassante réunion des pays des Brics.

Parallèlement au sommet, la nouvelle banque de développement des Brics, a annoncé devoir passer à la vitesse supérieure, à travers un nouveau plan de charge, qui risque d'agacer plus d'un parmi les Européens et les Américains.



Les brics rebattent les cartes

Ce que réalisent, depuis hier, les représentants de la grande majorité de l'humanité est proprement historique. Conduits par cinq nations qui ont osé tenir tête à un Occident

prédateur et arrogant, le tiers-monde monte au créneau et apporte son précieux soutien à l'idée de briser le pôle actuellement dominant et faire émerger une multitude de centres de pouvoirs autonomes et complémentaires. Le but assumé par les «tiers-mondistes» consiste à faire admettre un maximum d'êtres humains dans un cercle vertueux de développement. Il n'est pas logique qu'entre deux continents, la différence de niveau de vie soit un rapport de un pour mille.

Les pays des Brics ont ouvert, hier, au reste de la planète, moins les Occidentaux, la possibilité de s'agglomérer autour de leur démarche. Tout ce beau monde se donne la possibilité de changer la face économique de la planète. Et partant, redéfinir certaines notions prétendument universelles, mais qui sont en réalité le fruit d'une «cogitation» d'Occidentaux, avec l'arrière-pensée, assumée là aussi, d'en faire des poisons servant à démolir des sociétés de l'intérieur.

L'objectif final étant, bien entendu, le pillage des richesses de peuples, trop occupés à débattre de ces concepts fumeux et à s'autodétruire. Les exemples ne manquent pas de pays effondrés de l'intérieur par une propagande droit-de-l'hommiste et vampirisés, ensuite, par des multinationales prédatrices, dont les actionnaires se recrutent dans les plus hautes sphères d'États prétendument démocratiques et respectueux des droits de l'homme.

Les pays des Brics, dont l'acronyme relève paradoxalement d'une réflexion d'un économiste de la banque d'investissement Goldman Sachs (l'un des temples de la mondialisation), ont l'ambition d'abattre ce modèle cynique et hypocrite. La prochaine séquence promise par les premiers «émergents» ne sera certainement pas le paradis.

Il y aura d'autres conflits, d'autres tensions et peut-être même une guerre ou deux. Mais, il est établi que l'humanité aura plus de moyens de se défendre. Le monde ne sera plus régi par une seule hyper-puissance prédatrice.

Les nouveaux pôles auront l'obligation de dialoguer. Les alliances futures qui se tisseront entre nations définiront l'image du monde sur un siècle au moins.

D'ici là, l'Algérie et les Algériens devront prouver leur compétence et arracher leur place dans le nouveau gotha mondial. Ne nous trompons pas. Quel que soit le monde, la victoire reviendra toujours au plus fort.

Saïd BOUCETTA Saïd BOUCETTA

El Watan-dz
.com

L'Algérie plaide pour un système mondial «plus réactif et plus juste»

Le ministre des Finances, Laaziz Faid prend part au sommet des BRICS pour sa 15e session qui s'ouvre aujourd'hui à Johannesburg (Afrique du Sud).

Des chefs d'Etat et de gouvernement de 67 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et des Caraïbes, ainsi que des responsables d'organisations internationales et régionales sont attendus à ce sommet qui se tiendra jusqu'au 24 août.

Le ministre algérien participera au forum «BRICS Outreach Plus» en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebbboune. Le forum se tiendra le 24 août sous le thème : «Partenariats pour une croissance accélérée, développement durable et multilatéralisme inclusif».

«La participation de l'Algérie à ce forum traduit tout l'intérêt accordé par les autorités du pays à contribuer à la réflexion autour des questions liées à la reprise face aux crises multidimensionnelles, au renforcement d'un multilatéralisme juste et à la réforme de la gouvernance mondiale», souligne le ministère dans un communiqué rendu public à cet effet.

Les voies et moyens de renforcer la coopération des pays en développement pour assurer une reprise économique mondiale inclusive et un développement durable figurent parmi les principales thématiques qui seront abordées lors de ce sommet.

Ce qui témoigne, selon le ministère des Finances, «de l'importance d'une action solidaire pour un système économique mondial plus réactif et plus juste permettant de lutter contre les inégalités, d'accélérer la transition climatique et de renforcer les chances d'atteindre les objectifs du développement durable». M. Faid discutera par ailleurs avec des responsables de certains pays membres et non membres des BRICS de l'état et des perspectives de coopération avec l'Algérie.

Il sera sans nul doute question d'aborder dans ce cadre le dossier de l'adhésion de l'Algérie aux BRICS, puisque la demande officielle pour rejoindre la Banque des BRICS avec une contribution de 1,5 milliard de dollars a déjà été formulée.

L'Algérie ambitionne de faire partie d'un bloc qui produit un quart de la richesse mondiale et qui revendique un équilibre économique et politique mondial multipolaire, notamment au regard des Etats-Unis et de l'Union européenne.

Plusieurs pays ont également demandé leur adhésion ou manifesté leur intérêt pour rejoindre le groupe, parmi lesquels l'Iran, l'Argentine, le Bangladesh ou l'Arabie Saoudite. A travers cet éventuel élargissement, les Brics cherchent à étendre leur influence.

Le pays qui accueille le sommet ne s'oppose pas d'ailleurs à cette ouverture. «L'Afrique du Sud soutient l'élargissement de la composition des Brics» à des pays «qui partagent le désir commun d'avoir un ordre mondial plus équilibré», a souligné le président sud-africain.

Cyril Ramaphosa a déclaré le 20 août que «l'Afrique du Sud ne se laissera pas entraîner dans une compétition entre puissances mondiales». «Notre pays s'est engagé dans une politique de non-alignement», a rappelé le chef d'Etat lors d'une allocution adressée à la nation transmise en direct à la télévision. «Nous avons résisté aux pressions visant à nous aligner sur l'une ou l'autre des puissances mondiales ou sur des blocs influents de nations», a-t-il insisté.

El Watan-dz
.com

NOUVELLE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DES BRICS

Vers l'intégration de «quatre ou cinq nouveaux membres»

La Nouvelle Banque de développement des BRICS (NDB) pourrait accepter l'intégration de cinq nouveaux membres. C'est ce que vient de déclarer Dilma Rousseff, présidente de la NDB depuis mars dernier et ancienne présidente de l'Etat du Brésil, dans un entretien accordé au Financial Times à la veille du 15^e sommet des BRICS. «La banque examine actuellement les demandes d'adhésion d'environ 15 pays, bien qu'elle ne soit susceptible que d'en approuver quatre ou cinq» a affirmé M^{me} Rousseff. Sans citer ces pays, la même responsable a souligné que la banque tend à diversifier sa représentation géographique. «Nous allons nous transformer en une banque importante pour les pays en développement et les marchés émergents. Notre objectif doit être le suivant : une banque créée par les pays en développement et pour eux-mêmes», soutient Dilma Rousseff.

L'Algérie fait, pour rappel, partie des pays candidats à l'intégration de la NDB. Une prise de participation à la NDB, à hauteur de

1,5 milliard de dollars a été émise par l'Algérie pour renforcer ses chances de rejoindre l'actionnariat de la banque.

Si la demande d'adhésion aux BRICS peut aller au-delà du rendez-vous de ce sommet, le choix du ministre des Finances, Laaziz Faïd, pour prendre part au sommet des BRICS en tant que représentant du chef de l'Etat, souligne le grand intérêt de notre pays à augmenter les chances de l'Algérie pour être acceptée parmi les actionnaires de la banque des BRICS.

Outre la question de l'adhésion de nouveaux membres, la NDB projette de commencer à octroyer des prêts en monnaies locales. «Le plan vise à réduire la dépendance au dollar et à promouvoir un système financier international davantage multipolaire», a précisé la présidente de la NDB.

La même responsable a ajouté qu'il s'agirait, dans un premier temps, de promouvoir les monnaies sud-africaine et brésilienne. «Les prêts en monnaies locales permettraient aux

emprunteurs d'éviter le risque de change et les variations des taux d'intérêt américains», explique M^{me} Rousseff tout en défendant que les monnaies locales ne sont pas des alternatives au dollar. «Ce sont des alternatives à un système... Jusqu'à présent le système était unipolaire, il va être remplacé par un système davantage multipolaire», a-t-elle soutenu. La banque des BRICS envisage de débloquer des prêts à hauteur de 8 à 10 milliards de dollars avec l'objectif d'atteindre au moins 30% de «tout ce que nous prêtons en monnaies locales», précise M^{me} Rousseff.

Contrairement aux institutions financières internationales, comme le FMI et la Banque mondiale, dit-elle, la NDB «ne fixe pas de conditions politiques préalables. Souvent, un prêt est accordé à la condition que certaines politiques soient menées. Nous ne faisons pas cela. Nous respectons les politiques de chaque pays», assure-t-elle. Tout récemment, la Banque mondiale a suspendu une aide financière à l'Ouganda, à condition de

revoir sa loi condamnant l'homosexualité. La Banque des BRICS, a été créée en 2015 et compte actuellement, en sus des cinq membres des pays BRICS, le Bangladesh, l'Egypte, les Emirats arabes unis et bientôt l'Uruguay. L'actuel sommet des BRICS qui se déroule à Johannesburg prévoit de discuter de la question de la dédollarisation dans les échanges commerciaux entre pays membres des BRICS. La porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, a indiqué que son pays va intégrer la question des modes de paiement alternatifs lors de ce sommet. «L'ordre du jour du prochain sommet comprendra la création d'instruments de paiement résistants aux risques externes, ainsi que l'usage accru des monnaies locales dans les transactions mutuelles», a-t-elle déclaré au média russe Sputnik. Pour rappel, la Russie a subi des sanctions économiques depuis le déclenchement du conflit avec l'Ukraine, et a été exclue du système Swift en février 2022.

N. Bouaricha

**FAÏD RENCONTRE DES REPRÉSENTANTS
DE LA COMMUNAUTÉ ALGÉRIENNE ÉTABLIE EN AFRIQUE DU SUD**

Invitation à contribuer au développement du pays

LE MINISTRE des Finances, Laâziz Faïd, a appelé, hier à Johannesburg, les membres de la communauté algérienne à l'étranger à contribuer davantage aux efforts de développement du pays.

Lors d'une rencontre avec des représentants de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud, Faïd a affirmé que «l'Algérie connaît une dynamique économique nouvelle ainsi qu'une nouvelle ère de renouveau. Nous appelons notre communauté nationale à y contribuer». Se félicitant du niveau des compétences algériennes à l'étranger, le ministre a rappelé les déclarations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a affirmé que «la communauté nationale est désormais une élite» et que «les portes lui sont grandes ouvertes pour contribuer au développement du pays». Faïd a, par là même, transmis les salutations du président de la République à la diaspora algérienne en Afrique du Sud, soulignant toute l'importance accordée par le président Tebboune «à la promotion de sa place et au renforcement des liens

avec sa patrie». Les rencontres avec les membres de la diaspora sont une tradition consacrée par le président de la République, afin d'écouter leurs préoccupations et les tenir informés des derniers développements dans le pays, et ce, dans le cadre du processus prometteur de renouveau enclenché en Algérie, a-t-il ajouté.

Il a rappelé, en outre, les mesures prises par l'Algérie en faveur de sa diaspora pour renforcer ses liens avec la mère patrie, à travers son association en tant que force d'influence et de proposition dans le processus de développement, en sus des efforts entrepris pour étendre le réseau bancaire algérien à l'étranger en vue de faciliter les transactions financières et encourager l'investissement. Les membres de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud ont évoqué, pour leur part, plusieurs questions dont l'importance de la ligne aérienne di-



Le ministre des Finances est en visite en Afrique du Sud en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, aux travaux du forum

«BRICS Outreach Plus», organisé dans le cadre du 15^e Sommet des BRICS. Cette visite a coïncidé avec le lancement de la ligne aérienne Alger-Johannesburg par Air Algérie.



Le stand algérien organisé par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations en Afrique du Sud, dans le cadre du 15^e Sommet des BRICS, connaît une affluence remarquable des visiteurs, a indiqué,

hier, un communiqué du ministère. L'organisation du stand algérien a été confiée à la société «Tasdir», une filiale de la Société algérienne des foires et exportations, a précisé la même source, relevant que cet espace regroupe les représentants de plusieurs institutions, à savoir l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur, l'Association des banques et des établissements financiers, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement et l'accélérateur public de start-up «Algeria Venture». L'exposition des BRICS organisée dans le cadre du Sommet de ce groupe (22-24 août 2023) se veut un espace permettant

STAND ALGÉRIEN Affluence remarquable

aux entreprises des Etats membres (Russie, Chine, Inde, Brésil et Afrique du Sud) et des pays invités, notamment africains, de présenter leurs produits et services. L'Afrique du Sud qui préside cette année le groupe abrite le 15^e Sommet des BRICS à Johannesburg, du mardi au jeudi, sous le thème : «Les BRICS et l'Afrique : Partenariats pour une croissance accélérée, développement durable et multilatéralisme inclusif». Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, participe au forum «BRICS Outreach Plus» dans le cadre de la 15^e session du Sommet des BRICS, en qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Lancé formellement en 2009, le groupe des cinq puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) représente aujourd'hui 32% du PIB mondial et 42% de la population mondiale.

LE POLITOLOGUE ABDELKADER SOUFI À PROPOS DU 15^e SOMMET DES BRICS

«Les attentes sont élevées»

Entretien réalisé par
Amokrane Hamiche

Abelkader Soufi est politologue et professeur de sciences politiques et de relations internationales à l'Université Blida 2. Dans cet entretien, il revient sur le 15^e Sommet des BRICS qui se tient en Afrique du Sud, soulignant que l'adhésion de nouveaux membres tels que l'Algérie est influencée par des considérations stratégiques et géopolitiques.

Plusieurs spécialistes estiment que ce 15^e Sommet des BRICS pourrait constituer un tournant dans l'évolution des relations internationales...

Ils s'agit d'un événement important pour les cinq pays membres qui représentent ensemble 42% de la population mondiale. Les attentes pour ce 15^e Sommet sont donc élevées, car il représente une occasion importante pour les dirigeants des pays membres de renforcer leur coopération et de discuter de questions importantes. Avant tout, les attentes sont centrées sur la coopération économique entre les pays membres, lesquels vont discuter des moyens de stimuler la croissance économique et de promouvoir le commerce et les investissements entre les pays. Il est également possible que des accords commerciaux importants soient conclus à l'issue des discussions. Après, les attentes sont axées sur la coopération dans le domaine de l'innovation et de la technologie. Les dirigeants des pays membres vont discuter de moyens de renforcer la coopération dans ces do-

maines, notamment en partageant les meilleures pratiques et en collaborant sur des projets de recherche et de développement.

Il est également attendu du Sommet sa capacité à aborder les défis mondiaux les plus urgents, tels que le changement climatique et la pauvreté. Les dirigeants des pays membres vont discuter de moyens de renforcer leur coopération dans ces domaines et de travailler ensemble pour trouver des solutions durables. Enfin, il est possible que ledit Sommet soit un tournant pour les relations entre les pays membres et pour le rôle des BRICS dans le monde. Les attentes sont donc élevées pour cet événement qui pourrait être une occasion importante de renforcer la coopération économique, technologique et sociale entre les pays membres et de relever les défis mondiaux les plus urgents.

Pourrait-il être un tournant justement avec l'adhésion de nouveaux membres ?

C'est une occasion importante pour les pays membres de discuter de questions importantes concernant les bilans et les attentes. Bien que le groupe soit actuellement composé de cinq pays membres - le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud -, il est possible que de nouveaux membres soient ajoutés à l'avenir. Si de nouveaux membres tels que l'Algérie sont admis, cela pourrait avoir un impact significatif sur le Sommet des BRICS à Johannesburg en 2023. Ainsi, l'adhésion de nouveaux membres au groupe pourrait renforcer la coopération économique entre les pays membres et les pays non membres. De nouveaux membres



pourraient apporter des ressources et des connaissances supplémentaires, ce qui pourrait stimuler la croissance économique et renforcer la position des BRICS dans l'économie mondiale. Encore, l'adhésion de nouveaux membres pourrait également renforcer la coopération dans les domaines de la technologie, de l'innovation et de la recherche.

Les nouveaux membres pourraient apporter des compétences et des connaissances supplémentaires, ce qui pourrait faciliter la collaboration et la recherche conjointe dans ces domaines. Par conséquent, l'adhésion de nouveaux membres pourrait renforcer la position des BRICS dans les affaires internationales et leur permettre de jouer un rôle plus important dans la résolution des problèmes mondiaux les plus urgents, tels que le changement climatique et la pauvreté. Cependant, il y a également des défis potentiels associés à l'adhésion de nouveaux membres, notamment la nécessité de négocier les

conditions d'adhésion et de trouver un terrain d'entente sur les questions importantes. De plus, l'ajout de nouveaux membres pourrait entraîner des déséquilibres dans le groupe, ce qui pourrait compliquer la prise de décisions communes. Inhéremment, l'adhésion de nouveaux membres tels que l'Algérie pourrait avoir un impact significatif sur ce Sommet. Bien qu'il y ait des avantages potentiels à l'ajout de nouveaux membres, il y a également des défis à relever pour parvenir à un consensus sur les questions importantes. Cependant, si l'adhésion de nouveaux membres est gérée de manière appropriée, cela pourrait renforcer la position des BRICS dans l'économie mondiale et leur permettre de jouer un rôle plus important dans les affaires internationales.

Si les critères d'adhésion sont essentiellement d'ordre économique et financier pour l'instant, la nouvelle notion géopolitique du «Sud global» peut-elle permettre d'introduire d'autres critères ?

Il est possible que l'adhésion de nouveaux membres aux BRICS, tels que l'Algérie ou d'autres pays, soit influencée par des considérations stratégiques et géopolitiques. Cependant, cela pourrait également permettre d'introduire d'autres critères dans le processus d'adhésion. Premièrement, l'ajout de nouveaux membres pourrait être motivé par des considérations stratégiques et géopolitiques, telles que l'élargissement de l'influence du groupe et la consolidation de ses positions dans les affaires internationales. Cela pourrait conduire à des discussions plus larges sur les questions de sécurité, de di-

plomatie et de commerce. Deuxièmement, l'adhésion de nouveaux membres pourrait également permettre d'introduire d'autres critères dans le processus d'adhésion, tels que des critères économiques, sociaux ou environnementaux. Cela pourrait aider à renforcer la position du groupe en tant que force de développement durable et responsable dans l'économie mondiale. Troisièmement, cela pourrait également conduire à des discussions plus larges sur la coopération régionale et internationale, en particulier dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et de l'infrastructure. Mais aussi à des initiatives conjointes pour résoudre des problèmes mondiaux tels que le changement climatique et la pauvreté.

Cependant, il est important de noter que l'adhésion de nouveaux membres pourrait également présenter des défis, tels que la nécessité de négocier les conditions d'adhésion et de trouver un terrain d'entente sur les questions importantes. De plus, l'ajout de nouveaux membres pourrait entraîner des déséquilibres dans le groupe, ce qui pourrait compliquer la prise de décisions communes. En conclusion, l'adhésion de nouveaux membres aux BRICS pourrait avoir des implications importantes pour le groupe en termes de stratégie, de géopolitique et de développement durable. Au sein du groupe, deux tendances se dégagent : celle de la confrontation que développent la Russie et la Chine, et celle de la complémentarité que proposent l'Inde et le Brésil.

■ A. H.

Algériens établis à l'étranger

Les portes grandes ouvertes pour contribuer au développement du pays

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a appelé, mardi à Johannesburg, les membres de la communauté algérienne à l'étranger à contribuer davantage aux efforts de développement du pays.

Lors d'une rencontre avec des représentants de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud, M. Faid a affirmé que "l'Algérie connaît une dynamique économique nouvelle ainsi qu'une nouvelle ère de renouveau. Nous appelons notre communauté nationale à y contribuer".

Se félicitant du niveau des compétences algériennes à l'étranger, le ministre a rappelé les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a affirmé que "la communauté nationale est désormais une élite" et que "les portes lui sont grandes ouvertes pour contribuer au développement du pays".

M. Faid a, par là même, transmis les salutations du président de la République à la dias-

pora algérienne en Afrique du Sud, soulignant toute l'importance accordée par le Président Tebboune "à la promotion de leur place et au renforcement des liens avec leur patrie".

Les rencontres avec les membres de la diaspora sont une tradition consacrée par le président de la République afin d'écouter leurs préoccupations et les tenir informés des derniers développements dans le pays, et ce dans le cadre du processus promoteur de renouveau enclenché en Algérie, a-t-il ajouté.

Il a rappelé, en outre, les mesures prises par l'Algérie en faveur de sa diaspora pour renforcer ses liens avec la mère patrie, à travers son association en tant que force d'influence et de proposition dans le processus de déve-

loppement, en sus des efforts entrepris pour étendre le réseau bancaire algérien à l'étranger en vue de faciliter les transactions financières et encourager l'investissement.

Les membres de la communauté algérienne établie en Afrique du Sud ont évoqué, pour leur part, plusieurs questions dont l'importance de la ligne arienne directe Alger-Johannesburg.

Le ministre des Finances est en visite en Afrique du Sud en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune aux travaux du forum "BRICS Outreach Plus", organisé dans le cadre du 15e Sommet des BRICS. Cette visite a coïncidé avec le lancement de la ligne aérienne Alger-Johannesburg par Air Algérie.

السيد فايد يدعو أفراد الجالية الجزائرية في الخارج إلى المساهمة أكثر في جهود التنمية



جوهانسبورغ (جنوب إفريقيا) - دعا وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بجوهانسبورغ، أفراد الجالية الجزائرية في الخارج إلى المساهمة أكثر في جهود التنمية في البلاد.

وخلال لقاء جمعه بممثلين عن الجالية الجزائرية بجنوب أفريقيا، أكد السيد فايد أن "الجزائر تعرف ديناميكية اقتصادية جديدة وعهدا جديدا من التجديد، ندعو جاليتنا الوطنية للمساهمة فيه".

وفي هذا السياق، أشاد الوزير بمستوى المهارات الجزائرية بالخارج، مذكرا بتصريحات رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، التي أكد فيها بأن "الجالية الوطنية أصبحت نخبوية" وأن "الأبواب مفتوحة أمامها على مصراعيها للمساهمة في تنمية البلاد".

ونقل السيد فايد بالمناسبة تحيات رئيس الجمهورية، لأفراد الجالية الجزائرية بجنوب إفريقيا، لافتا إلى أنه "يولي اهتماما خاصا لتعزيز مكانة الجزائريين المتواجدين بالخارج والروابط بوطنهم الغالي".

وذكر بأن اللقاء بأبناء الجالية الوطنية بالخارج هو تقليد كرسه رئيس الجمهورية للاصغاء لانشغالاتهم وتمكينهم من معرفة المستجدات المسجلة على المستوى الوطني في إطار مسيرة التجديد الواعدة التي تعيشها الجزائر.

كما ذكر بالتدابير التي اتخذتها الجزائر لصالح جاليتها بالخارج من أجل تعزيز روابطها مع البلد الأم من خلال إشراكها كقوة تأثير واقتراح في عملية التنمية، علاوة على المساعي القائمة لنشر الشبكة المصرفية الجزائرية بالخارج، لدعم المواطنين بالخارج في مجال المعاملات المالية والاستثمارية.

وتتميز اللقاء بعدة تدخلات من أعضاء الجالية الجزائرية المقيمة في جنوب أفريقيا تطرقوا فيها إلى جملة من القضايا من بينها تهمين أهمية الخط الجوي المباشر الذي يربط الجزائر العاصمة بجوهانسبرغ.

ويقوم السيد فايد بزيارة إلى جنوب إفريقيا، ممثلاً لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، في أشغال منتدى "بريكس أوتريتش بلاص" المنظم في إطار الدورة الـ 15 لقمة "البريكس" وتزامنا وفتح الخط الجوي بين الجزائر وجوهانسبرغ من طرف الشركة الوطنية للخطوط الجوية الجزائرية.



إقبال لافت على الجناح الجزائري المنظم على هامش القمة الـ 15 لمنتدى "بريكس"



الجزائر- يشهد الجناح الجزائري المنظم من طرف وزارة التجارة وترقية الصادرات بجنوب إفريقيا، في إطار القمة الـ 15 لمجموعة "بريكس"، توافدا ملحوظا من طرف الزوار، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

و تشرف مؤسسة "تصدير" (فرع الشركة الجزائرية للمعارض والتصدير-صافكس)، على الجناح الجزائري الذي يعتبر شباكا وحيدا يجمع ممثلين عن عدة هيئات وهي الوكالة الوطنية لترقية التجارة الخارجية (ألكس)، الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار والمسرع العمومي للمؤسسات الناشئة "ألجيريا فونتور"، حسب ذات البيان.

و يعد معرض "بريكس" الذي ينظم في إطار قمة هذا التكتل (من 22 إلى 24 أغسطس 2023) بمثابة منصة لعرض منتجات وخدمات من طرف شركات ومؤسسات من الدول الأعضاء (روسيا، الصين، الهند والبرازيل وجنوب إفريقيا)، بالإضافة إلى شركات من الدول المدعوة لاسيما الإفريقية منها.

و تستضيف دولة جنوب إفريقيا التي تتولى هذا العام رئاسة التكتل، فعاليات قمة "البريكس" الـ 15 في جوهانسبورغ، ابتداء من اليوم الثلاثاء وإلى غاية الخميس تحت شعار "بريكس وأفريقيا : شراكة من أجل النمو المتسارع بشكل متبادل والتنمية المستدامة، والتعددية الشاملة".

و يشارك وزير المالية، لعزیز فايد، في منتدى "بريكس أوتريتش بلاص" المنظم في إطار الدورة الـ 15 لقمة "البريكس"، ممثلاً لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون.

و تعتبر مجموعة "بريكس" تكتلا تأسس في 2009 ويضم في عضويته كلا من البرازيل وروسيا والهند والصين وجنوب إفريقيا التي تمثل أبرز الاقتصاديات الناشئة في العالم. وتمثل المجموعة الآن 32 بالمائة من الناتج المحلي الاجمالي العالمي و42 بالمائة من سكان العالم.



عزیز فايد يدعو أفراد الجالية الجزائرية في الخارج إلى المساهمة أكثر في جهود التنمية



دعا وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم بجوهانسبورغ، أفراد الجالية الجزائرية في الخارج إلى المساهمة أكثر في جهود التنمية في البلاد، مؤكدا أن "الجزائر تعرف ديناميكية اقتصادية جديدة وعهدا جديدا من التجديد، ندعو جاليتنا الوطنية للمساهمة فيه".

أشاد الوزير خلال لقاء جمعه بممثلين عن الجالية الجزائرية بجنوب أفريقيا، بمستوى المهارات الجزائرية بالخارج، مذكرا بتصريحات رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، التي أكد فيها بأن "الجالية الوطنية أصبحت نخوية" وأن "الأبواب مفتوحة أمامها على مصراعيها للمساهمة في تنمية البلاد".

ونقل فايد بالمناسبة تحيات رئيس الجمهورية، لأفراد الجالية الجزائرية بجنوب إفريقيا، لافتا إلى أنه “يولي اهتماما خاصا لتعزيز مكانة الجزائريين المتواجدين بالخارج والروابط بوطنهم الغالي.”

وذكر بأن اللقاء بأبناء الجالية الوطنية بالخارج هو تقليد كرسه رئيس الجمهورية للإصغاء لانشغالاتهم وتمكينهم من معرفة المستجدات المسجلة على المستوى الوطني في إطار مسيرة التجديد الواعدة التي تعيشها الجزائر.

كما ذكر بالتدابير التي اتخذتها الجزائر لصالح جاليتها بالخارج من أجل تعزيز روابطها مع البلد الأم من خلال إشراكها كقوة تأثير واقتراح في عملية التنمية، علاوة على المساعي القائمة لنشر الشبكة المصرفية الجزائرية بالخارج، لدعم المواطنين بالخارج في مجال المعاملات المالية والاستثمارية.

وتميز اللقاء بعدة تدخلات من أعضاء الجالية الجزائرية المقيمة في جنوب أفريقيا تطرقوا فيها إلى جملة من القضايا من بينها تهمين أهمية الخط الجوي المباشر الذي يربط الجزائر العاصمة بجوهانسبورغ.



بعد نفيه التقدم بطلب للانضمام إلى “بريكس” .. هذا السبب الحقيقي لغياب المغرب عن القمة

نفى المغرب تقدمه بطلب انضمام إلى مجموعة “بريكس”، مؤكداً أن مشاركته لم تكن “واردة أبداً على أي مستوى كان” حسب وكالة الأنباء الرسمية.

لكن إذا عرف السبب بطل العجب، فالمخزن وبعد وصول خبر مشاركة الرئيس الصحراوي إبراهيم غالي في أشغال القمة التي بدأت أشغالها اليوم بجوهانسبورغ، بذل جهوداً لإقناع بعض أعضاء المجموعة بمعارضة مشاركة الجمهورية الصحراوية في القمة لا سيما الهند والبرازيل، لكن كل



محاولاته باءت بالفشل، ليتعرض المغرب لإذلال مخزٍ اصطدم إثر بالأمر الواقع، لأن القرارات التي يتخذها البريكس تتم بالإجماع.

بعد الفشل الفادح في محاولته لمنع حضور الرئيس الصحراوي، أصدرت وزارة خارجية المخزن بيانا تنفي مشاركة المغرب في القمة، مرجعة السبب إلى العلاقة المتوترة مع جنوب إفريقيا، إلا أن حقيقة ما حدث جلية بوصول الرئيس الصحراوي اليوم على رأس وفد هام إلى جوهانسبورغ للمشاركة في قمة بريكس.

خبير صيني: البريكس بحاجة إلى توسيع تمثيلها للتموقع أكثر في العالم

أكد كاتب ومحلل سياسي صيني أن مجموعة البريكس بحاجة إلى توسيع تمثيلها للتموقع أكثر في العالم ومنافسة كتلات اقتصادية أخرى.

واعتبر الخبير الصيني خلال مداخلة له بالقناة الإذاعية الأولى أن البريكس آلية لتطوير مستقبل جنوب العالم خاصة وأن الدول الأعضاء تمثل 31.5 بالمائة من الناتج المحلي الإجمالي للعالم، متجاوزة بذلك 30.7 بالمائة من مجموعة السبع.

وافتحت هذا الثلاثاء أشغال الدورة الـ15 لمنتدى البريكس بمدينة "جوهانسبورغ" جنوب إفريقيا بمشاركة وزير المالية لعزیز فايد بصفته ممثلاً لرئيس الجمهورية.

وتعكس مشاركة الجزائر في هذا المنتدى إهتمامها في التفكير في القضايا والأزمات المحيطة بالعالم للتأسيس لعدالة اقتصادية متوازنة.

كما تدرج مشاركة الجزائر في هذا المنتدى في إيطار حرصها على الإنضمام إلى مجموعة البريكس لتقوية تموقعها في العالم لما تتوفر عليه من مقومات.

العطلة الصيفية وعودة العمرة يرفعان "الدوفيز" بـ"السكوار"

شروط وكيفيات فتح مكاتب الصرف على طاولة الحكومة

بالموازاة مع ارتفاع أسعار العملة الصعبة على مستوى السوق الموازية، بفعل اقتراب موسم العمرة وأيضا زيادة السفريات نحو الخارج خلال فصل الصيف، يؤكد أعضاء بلجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني أنهم تلقوا تطمينات من وزير المالية، لعزیز فايد، بأن فتح مكاتب صرف لبيع العملة الصعبة سيكون عبر مرسوم تنظيمي، يكمل القانون النقدي والمصرفي الجديد، ويحدّد شروط وكيفيات تسيير هذه المكاتب، وهو المرسوم المتواجد حاليا على طاولة الحكومة. وفي السياق، ارتفع سعر صرف الأورو، الثلاثاء، إلى 225 دينار للبيع و223 دينار للشراء أي 22 ألفا و500 دينار و22 ألفا و300 دينار لكل مائة وحدة من العملة الأوروبية على مستوى السوق الموازية للعملة

الصعبة

“السكوار”

كما تجاوز سعر صرف الدولار 205 دينار للبيع و203 دينار للشراء، وبلغ سعر صرف الجنيه الإسترليني 253 دينار للبيع و251 دينار للشراء، في حين شهد سعر الدولار الكندي التهابا ملحوظا تجاوز 151 دينار للبيع و149 دينار للشراء، ويرجع الصرافون سبب ارتفاع الأسعار إلى اقتراب عودة موسم العمرة المنتظر مطلع شهر سبتمبر المقبل، وأيضا انصراف عدد كبير من الجزائريين في عطلة بداية من شهر أوت الجاري، لاسيما الإطارات والتجار ورجال الأعمال، وتوجههم للخارج، وهو ما أدى إلى ارتفاع الطلب على العملة بنقاط البيع الموازية.

ويقول عضو لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني هشام صفر في تصريح لـ”الشروق” إن ارتفاع سعر العملة الصعبة على مستوى الأسواق الموازية لا علاقة له بالسوق النظامية ولا بالدينار الرسمي بالبنوك، وإنما يرتبط بالدرجة الأولى بالعرض والطلب، حيث توقع أن يكون سبب الارتفاع توجه عدد كبير من الجزائريين في هذه الفترة من السنة إلى الخارج للاصطياف. ويقتني هؤلاء، حسب هشام صفر، نسبة كبيرة من العملة الصعبة من السوق الموازية خاصة أن المنحة السياحية الممنوحة اليوم من طرف البنوك، لا تغطي حتى تكلفة سيارة أجرة من المطار إلى الفندق وإقامة ليلة واحدة هناك، حيث تمنح البنوك ما يتراوح بين 95 و100 أورو لكل جزائري متجه نحو الخارج. ويشدد النائب البرلماني على أن وزير المالية لعزیز فايد وعدهم باستصدار النصوص التطبيقية المؤطرة للقانون النقدي والمصرفي الجديد في أقرب وقت ممكن، لاسيما تلك المرتبطة بفتح مكاتب صرف جديدة والتي ستقنن عملية بيع الأورو والدولار وبقية العملات، من خلال تحديد من يقوم بالبيع وأيضا هامش الربح مع تأمين التعاملات وفق هامش ربح محدّد. ويجزم المتحدث أن فتح مكاتب صرف ومنح اعتمادات لمعاملين ناشطين في القطاع، سيؤدي بشكل تدريجي إلى تطويق السوق الموازية للعملة الصعبة، التي سيتم محاصرتها بشكل تدريجي، متوقّعا أن يتم إصدار النصوص التنظيمية في القريب العاجل، وقد يُستكمل ذلك في العدد المقبل للجريدة الرسمية، خاصة أن وزير المالية صرّح عند اختتام الدورة البرلمانية الماضية بأن معظم النصوص التنظيمية جاهزة ومتواجدة على طاولة الأمانة العامة للحكومة، حيث سيتم مراجعتها وإصدارها قريبا، كما أدلى بنفس التصريح الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن خلال لقائه رؤساء الكتل البرلمانية شهر جويلية المنصرم بمقر المجلس الشعبي الوطني.

هذا ويتضمن مخطط عمل الحكومة المعروض سنة 2021، محور إزاحة السوق الموازية للعملة الصعبة وفتح مكاتب صرف، وهي النقطة التي سيتم التطرق إليها أيضا خلال نزول الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن إلى المجلس الشعبي الوطني ما بين شهري سبتمبر وأكتوبر المقبل لعرض بيان السياسة العامة للسنة الثانية على التوالي، وهي حصيلة أداء [الحكومة](#) في كافة القطاعات ما بين سبتمبر 2022 و2023.

فايد يدعو الجالية الجزائرية للمساهمة في جهود تنمية بلادنا

طلب وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بجوهانسبورغ، من أفراد الجالية الجزائرية في الخارج، المساهمة أكثر في جهود التنمية في البلاد.



وقال فايد، خلال لقاء جمعه بممثلين عن الجالية الجزائرية بجنوب أفريقيا، أن "الجزائر تعرف ديناميكية اقتصادية جديدة. وعهدا جديدا من التجديد.. ندعو جاليتنا الوطنية للمساهمة فيه."

وأشاد الوزير بمستوى المهارات الجزائرية بالخارج، مذكرا بتصريحات رئيس الجمهورية التي أكد فيها بأن "الجالية الوطنية أصبحت نخوية". وأن "الأبواب مفتوحة أمامها على مصراعيها للمساهمة في تنمية البلاد."

ونقل فايد بالمناسبة تحيات رئيس الجمهورية، لأفراد الجالية الجزائرية بجنوب إفريقيا. لافتا إلى أنه "يولي اهتماما خاصا لتعزيز مكانة الجزائريين المتواجدين بالخارج والروابط بوطنهم الغالي."

وذكر بأن اللقاء بأبناء الجالية الوطنية بالخارج هو تقليد كرسه رئيس الجمهورية للاصغاء لانشغالاتهم. وتمكينهم من معرفة المستجدات المسجلة على المستوى الوطني في إطار مسيرة التجديد الواعدة التي تعيشها الجزائر.

وذكر بالتدابير التي اتخذتها الجزائر لصالح جاليتها بالخارج من أجل تعزيز روابطها مع البلد الأم. من خلال إشراكها كقوة تأثير واقتراح في عملية التنمية.

بالإضافة إلى المساعي القائمة لنشر الشبكة المصرفية الجزائرية بالخارج. لدعم المواطنين بالخارج في مجال المعاملات المالية والاستثمارية.

وتميز اللقاء بعدة تدخلات من أعضاء الجالية الجزائرية المقيمة في جنوب أفريقيا تطرقوا فيها إلى جملة من القضايا. من بينها تأمين أهمية الخط الجوي المباشر الذي يربط الجزائر العاصمة بجوهانسبورغ.

ويشارك فايد في أشغال منتدى "بريكس أوتريتش بلاص" المنظم في إطار الدورة الـ 15 لقمة "البريكس"، في جنوب إفريقيا، ممثلا لرئيس الجمهورية.

البلاد

فايد يدعو أفراد الجالية الجزائرية في الخارج للمساهمة في جهود التنمية



دعا وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الثلاثاء بجوهانسبورغ، أفراد الجالية الجزائرية في الخارج إلى المساهمة أكثر في جهود التنمية في البلاد.

وخلال لقاء جمعه بممثلين عن الجالية الجزائرية بجنوب أفريقيا، أكد فايد أن "الجزائر تعرف ديناميكية اقتصادية جديدة وعهدا جديدا من التجديد، ندعو جاليتنا الوطنية للمساهمة فيه."

وفي هذا السياق، أشاد الوزير بمستوى المهارات الجزائرية بالخارج، مذكرا بتصريحات رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، التي أكد فيها بأن "الجالية الوطنية أصبحت نخبوية"، وأن "الأبواب مفتوحة أمامها على مصراعيها للمساهمة في تنمية البلاد."

ونقل فايد بالمناسبة تحيات رئيس الجمهورية، لأفراد الجالية الجزائرية بجنوب إفريقيا، لافتا إلى أنه "يولي اهتماما خاصا لتعزيز مكانة الجزائريين المتواجدين بالخارج والروابط بوطنهم الغالي."

وذكر بأن اللقاء بأبناء الجالية الوطنية بالخارج هو تقليد كرسه رئيس الجمهورية للإصغاء لانشغالاتهم وتمكينهم من معرفة المستجدات المسجلة على المستوى الوطني في إطار مسيرة التجديد الواعدة التي تعيشها الجزائر.

كما ذكر بالتدابير التي اتخذتها الجزائر لصالح جالياتها بالخارج من أجل تعزيز روابطها مع البلد الأم من خلال إشراكها كقوة تأثير واقتراح في عملية التنمية، علاوة على المساعي القائمة لنشر الشبكة المصرفية الجزائرية بالخارج لدعم المواطنين بالخارج في مجال المعاملات المالية والاستثمارية.

وتميز اللقاء بعدة تدخلات من أعضاء الجالية الجزائرية المقيمة في جنوب أفريقيا تطرقوا فيها إلى جملة من القضايا من بينها تهمين أهمية الخط الجوي المباشر الذي يربط الجزائر العاصمة بجوهانسبرغ.

ويقوم فايد بزيارة إلى جنوب إفريقيا، ممثلاً لرئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، في أشغال منتدى "بريكس أوتريتش بلاص" المنظم في إطار الدورة الـ 15 لقمة "البريكس" وتزامنا وفتح الخط الجوي بين الجزائر وجوهانسبرغ من طرف شركة الخطوط الجوية الجزائرية.



قطاع غيار السيارات.. من بين مجالات الاستثمار الواعدة بين الجزائر وجنوب أفريقيا

كشف بيان لوزارة التجارة اليوم الثلاثاء، عن وضع ورقة طريق، لتعزيز التبادلات التجارية بين الجزائر وجنوب أفريقيا خاصة مع تعزيز الخط الجوي بين البلدين.

وأوضح بيان وزارة التجارة أنه "على هامش القمة الـ 15 لمجموعة بريكس التي تستضيفها جنوب أفريقيا، أجرت اليوم بجوهانسبرغ، رئيسة ديوان وزير التجار سهيلة عبلاش رفقة المدير العام للشركة الجزائرية للمعارض والتصدير صافكس كريم بوقادوم، مباحثات مع المديرية العامة للتجارة و الصناعة و الاستثمار بوزارة التجارة والصناعة لجنوب أفريقيا.

وأكد البيان أنه خلال اللقاء تم وضع ورقة طريق، لتعزيز التبادلات التجارية بين البلدين خاصة مع تعزيز الخط الجوي الجزائر - جوهانسبرغ، بالإضافة إلى دراسة مذكرة التفاهم بين الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة ونظيرتها في جنوب أفريقيا، للإسراع في تأسيس مجلس رجال الأعمال، مع تحديد قوائم المنتجات التي سيتم التبادل التجاري فيها كمرحلة أولى.

اللقاء تناول أيضا مجالات التعاون بين البلدين، خاصة في اطار الاستثمار المباشر، حيث تم استعراض عدة مجالات كقطاع غيار السيارات التي تمتلك فيها جنوب افريقيا مقومات واعدة، يضيف البيان.

كما عقدت رئيسة الديوان، عدة لقاءات مع مسؤولين من جنوب افريقيا، تمحورت حول سبل تعزيز جسور التواصل بين المتعاملين الاقتصاديين ، من خلال تعزيز المشاركة في التظاهرات الاقتصادية المنظمة في الجزائر وجنوب افريقيا.

ليشير بيان وزارة التجارة إلى أنه سيتم تنظيم زيارة عمل لمتعاملين اقتصاديين من جنوب افريقيا ، لزيارة الطبعة الـ31 لمعرض الانتاج الجزائري المزمع تنظيمه شهر ديسمبر القادم ، بهدف الاطلاع على مختلف المنتجات والصناعات الجزائرية.

المجاهد ONLINE

فايد يدعو أفراد الجالية الجزائرية للمساهمة أكثر في جهود التنمية بالبلاد



دعا وزير المالية، لعزیز فايد، بجوهانسبورغ، أفراد الجالية الجزائرية في الخارج إلى المساهمة أكثر في جهود التنمية في البلاد. أكد فايد في لقاء جمعه بممثلين عن الجالية الجزائرية بجنوب أفريقيا، اليوم الثلاثاء، أن "الجزائر تعرف ديناميكية اقتصادية جديدة وعهدا جديدا من التجديد.

ندعو جاليتنا الوطنية للمساهمة فيه". وأشاد الوزير بمستوى المهارات الجزائرية بالخارج، مذكرا بتصريحات رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون. التي أكد فيها بأن "الجالية الوطنية أصبحت نخبوية" وأن "الأبواب مفتوحة أمامها على مصراعيها للمساهمة في تنمية البلاد".

ونقل فايد بالمناسبة تحيات رئيس الجمهورية، لأفراد الجالية الجزائرية بجنوب إفريقيا. مشيرا إلى أنه "يولي اهتماما خاصا لتعزيز مكانة الجزائريين المتواجدين بالخارج والروابط بوطنهم الغالي". وذكر بأن اللقاء بأبناء الجالية الوطنية بالخارج هو تقليد كرسه رئيس الجمهورية للإصغاء لانشغالاتهم. وتمكينهم من معرفة المستجدات المسجلة على المستوى الوطني. في إطار مسيرة التجديد الواعدة التي تعيشها الجزائر.

وذكر بالتدابير التي اتخذتها الجزائر لصالح جاليتها بالخارج من أجل تعزيز روابطها مع البلد الأم من خلال إشراكها كقوة تأثير واقتراح في عملية التنمية. علاوة على المساعي القائمة لنشر الشبكة المصرفية الجزائرية بالخارج، لدعم المواطنين بالخارج في مجال المعاملات المالية والاستثمارية. وتميز اللقاء بعدة تدخلات من أعضاء الجالية الجزائرية المقيمة في جنوب أفريقيا تطرقوا فيها إلى جملة من القضايا. من بينها تثمين أهمية الخط الجوي المباشر الذي يربط الجزائر العاصمة بجوهانسبرغ.

ويقوم فايد بزيارة إلى جنوب إفريقيا، ممثلا لرئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، في أشغال منتدى "بريكس أوتريتش بلاص" المنظم في إطار الدورة الـ15 لقمة "البريكس" وتزامنا وفتح الخط الجوي بين الجزائر وجوهانسبرغ من طرف الشركة الوطنية للخطوط الجوية الجزائري

وزير المالية يلتقي بالجالية الجزائرية في جنوب إفريقيا



التقى

وزير المالية، لعزیز فايد، بصفتة ممثلا لرئيس الجمهورية في قمة "بريكس"، بأفراد الجالية الوطنية في جنوب إفريقيا.

وكان الوزير قد توجه يوم أمس الأحد إلى جوهانسبورغ للمشاركة في منتدى "بريكس أوتريتش بلاص" الذي من المقرر أن تنطلق أشغاله يوم الخميس المقبل، حسب المصدر نفسه.

ويندرج هذا الحدث في إطار الدورة الـ 15 لقمة البريكس المقررة من يوم الثلاثاء 22 أوت إلى الخميس 24 أوت تحت شعار "شراكة من أجل نمو متسارع وتنمية مستدامة وتعددية شاملة".

وسيجمع المنتدى، إضافة إلى قادة البلدان الخمسة لمجموعة البريكس، رؤساء دول وحكومات يمثلون 67 بلدا من إفريقيا وأمريكا اللاتينية وآسيا والكرائيب وكذا مسؤولي منظمات دولية وإقليمية.

بنك بريكس سيصدر أول سندات بالعملة الهندية الروبية



أعلن بنك التنمية التابع لمجموعة دول "بريكس" اعتماده إصدار أول سندات بالعملة الهندية "الروبية" بحلول أكتوبر المقبل .

وقال فلاديمير كازبيكوف كبير مسؤولي التشغيل بالبنك، في تصريح صحفي في إطار الدورة الـ15 لقمة "البريكس" التي تحتضنها جنوب إفريقيا في الفترة من 22 إلى 24 أغسطس الجاري، إن البنك أصدر أول سندات بالعملة الرسمية لجنوب إفريقيا "الرائد" الأسبوع الماضي، ويمكن أن يدرس إصدار سندات بالعملات المحلية في الدول الأعضاء مثل البرازيل وروسيا.

وأضاف "ربما نطرق أبواب السوق الهندية بالروبية بحلول أكتوبر"، مبرزا أن المجموعة تفكر بجدية في استخدام عملات الدول الأعضاء في تمويل مشروعات بهذه العملة على سبيل المثال استخدام اليوان الصيني لتمويل مشروع في جنوب إفريقيا بدلا من الدولار.

ويعد بنك التنمية الإنجاز الأكثر واقعية لدول مجموعة بريكس المكونة من البرازيل وروسيا والهند والصين وجنوب إفريقيا.

و قام البنك، منذ تأسيسه في 15 يوليو 2014، بتقديم تمويلات بنحو 32.8 مليار دولار أمريكي لـ96 مشروعا بين الدول الأعضاء في المجموعة.

انسجام كامل مع توجهات أعضاء المجموعة

الجزائر مؤهلة لعضوية "بريكس"

فيما لا يزال الغموض يكتنف صور وآليات توسيع مجموعة "بريكس" الاقتصادية، تتواتر الأسئلة حول مدى امتلاك الجزائر، التي أعربت عن رغبة ملحة في الانضمام للتكتل، مقومات تؤهلها لتكون عضوا في كيان يضم الدول الأسرع نموا اقتصاديا في العالم.

توافق مع الأعضاء

وعلى الصعيد السياسي، تتوافق رغبة الجزائر في الانضمام إلى "بريكس" مع مصالحها، خاصة أن لديها علاقة تقليدية ومستقرة مع الدول الأعضاء في "بريكس"، وتتنمي الجزائر إلى دول عدم الانحياز وتعتمد في سياستها الخارجية على مبدأ عدم التدخل في الشؤون الداخلية للدول، وتحافظ على علاقات متوازنة مع الغرب والشرق، وتمتلك قرارات ومواقف سيادية حرة وأصيلة كداعم قوي للثورات التحررية في إفريقيا ومساند وفي للشعوب المقهورة.

كما أن الجزائر تمتلك علاقات استراتيجية قوية مع الصين وروسيا، وتربطها مع جنوب إفريقيا والبرازيل علاقة وثيقة، ومع الهند كذلك، فعدم وجود خصومة سياسية مع أحد الأعضاء على الأقل يمكن الجزائر من الظفر بالموافقة الجماعية بسهولة.

ورغم أن منظمة "بريكس" ليست في ظاهرها تحالفا عسكريا، لكنها في الحقيقة الجوهرية هي تكتل اقتصادي لدول نامية تحمل تصورات مشتركة مناهضة لهيمنة أمريكا على النظام العالمي، من خلال مجموعة السبع وحلف الناتو، وعلى الأقل لا يجب أن يكون أحد أعضاء "بريكس" عضوا في تحالفات عسكرية مع أمريكا والناتو. وتستوفي الجزائر الشروط العسكرية التي تتمثل في عدم الانخراط في أحلاف عسكرية معادية، والأكثر من ذلك تمتلك الجزائر علاقات عسكرية متينة مع روسيا والصين وجنوب إفريقيا بدرجة أقل، وتحافظ على علاقات ودية حسنة مع البرازيل والهند، ومن هنا يمكن القول إن انضمام الجزائر إلى تكتل "بريكس" بات مسألة وقت لا أكثر.

حضور غالي وصفعة للمخزن

ولم تخل فعاليات القمة من مفاجآت غير سارة لدبلوماسية المملكة المغربية التي حققت مرة أخرى فشلا ذريعا في اختبار عمل الكواليس ومحاولات فرض حضورها داخل القارة السمراء. فقد تلقت دبلوماسية المغرب صفعة جديدة بعد رفض المنظمين للقمة مساعيه لإقناع أعضاء مجموعة "بريكس" استبعاد مشاركة الرئيس الصحراوي إبراهيم غالي الحاضر بصفته مدعوا ممثلا للجمهورية الصحراوية العضو كامل الحقوق والمؤسس في الاتحاد الإفريقي. فقد اجتهد دبلوماسيو المخزن في الكواليس وبطريقة غير معلن عنها إلى الترويج لعدم مشاركته، حيث أخفى الكثير من الحقائق ولم يذكرها في بيان عدم مشاركته في قمة "بريكس".

وتفيد الأصداء الأتية من جوهانسبورغ أن الجانب المغربي بذل جهودا مضنية كللت بالفشل لإقناع أعضاء المجموعة بالاعتراض على مشاركة الجمهورية العربية الصحراوية الديمقراطية في القمة، وبخاصة الهند والبرازيل، لكن المخزن لم يتمكن من تحقيق ذلك، وتعرض لفشل مُدُل نظرا لأن قرارات "بريكس" تتخذ بالإجماع، ولجأ مضطرا إلى إصدار بيانه للتستر على فشله المخزي.

ج - ن



نسرين جعفر

العالم، كما لجأت الجزائر مؤخرا إلى تغيير قانون الاستثمار ليكون جاذبا لرؤوس الأموال الأجنبية خصوصا المباشرة منها.

مواصلة الجهود

ورغم المؤهلات السابقة، يتطلب الانخراط في مجموعة "بريكس" مجموعة من الشروط الاقتصادية لتجاري والمواصلة والانسجام والتناغم التجاري والاقتصادي وفق معايير موحدة، وهي شروط موضوعية تعكس سياسة وأهداف منظمة "بريكس" في خلق ديناميكية اقتصادية قوية منافسة قادرة على مواجهة التحديات القائمة في الواقع الدولي الذي يسيطر عليه الغرب بأسلوب يرفض بشدة عالما متعدد الأقطاب يمارس ازدواجية المعايير واستعلاء ترفهه الكثير من الدول النامية، التي تشعر أنه الوقت المناسب لإيجاد البديل عبر تكتلات اقتصادية وسياسية وعسكرية موازية تحافظ على الأمن القومي المعرض دوما للتهديدات. وبناء على المعايير المحددة، يرى الرئيس تبون أن الانضمام إلى "بريكس" يتطلب مواصلة الجهود في مجال الاستثمار والتنمية الاقتصادية والبشرية من جهة، والانتقال إلى مستويات أعلى في التصدير، وأيضا رفع الناتج الداخلي الخام ما فوق 200 مليار دولار.

وفي هذا الصدد، دعا الرئيس سابقا إلى مضاعفة إنتاج الغاز لبلوغ صادرات 100 مليار متر مكعب سنويا، بينما وضعت الحكومة هدفا للوصول إلى 10 مليارات دولار صادرات خارج المحروقات و15 مليار دولار في الأعوام المقبلة. وتنتج الجزائر نحو 130 مليار متر مكعب من الغاز الطبيعي بمعدل سنوي، صدرت منه رقما قياسيا في 2022 بلغ 56 مليار متر مكعب، بينما استهلكت نحو 50 مليار متر مكعب، وتعيد ضخ نحو 30 مليار متر مكعب في الآبار للحفاظ على نشاطها. وللموصول إلى هذا الهدف، كثفت الجزائر من استثماراتها في قطاع المحروقات، وخصصت لها نحو 40 مليار دولار، وحققت اكتشافات هامة في 2022 من النفط والغاز، ودخلت في شراكات مع شركات متعددة الجنسيات على غرار "إيني الإيطالية" و"توتال الفرنسية" و"أوكسدونتال الأمريكية" لاستغلال

● يرى العديد من الخبراء الاقتصاديين أن الجزائر تمتلك أغلب المؤهلات الاقتصادية اللازمة للانضمام إلى مجموعة "بريكس"، فهي واحدة من أكبر الدول في إفريقيا من حيث المساحة والحجم الاقتصادي، وأكبر مصدر للغاز الطبيعي في إفريقيا، ورابع أكبر اقتصاد في القارة السمراء، وديونها الخارجية شبه معدومة، ما يمنحها استقلالية أكبر في صناعة القرار، وكذا الثقة الكاملة للمشاركة بنشاط في الحوكمة العالمية.

وعلى الصعيد الجغرافي، يمتاز موقع الجزائر بأهمية كبيرة، فهي أهم بوابات قارة إفريقيا، كما تحظى موانئها بأهمية كبيرة لقربها من خطوط الملاحة البحرية الموجودة في البحر المتوسط، وأيضا لقربها من الموانئ الأوروبية. وتحظى الجزائر بالكثير من الموانئ البحرية التي تستخدم للتجارة والصيد والنقل البحري.

ومع انضمام الجزائر رسميا إلى مبادرة "الحزام والطريق" في 2019، دخلت الشراكة الجزائرية الصينية مرحلة جديدة بالاتفاق على إنجاز مشروع مشترك لبناء أكبر ميناء إفريقي وفي حوض البحر الأبيض المتوسط، ميناء الحمداية التجاري الذي سيرتبط بالطريق العابر للصحراء، ومن شأنه فك العزلة عن البلدان الإفريقية غير الساحلية.

كما أن الموقع الجيولوجي الذي تحتله الجزائر مكنتها من امتلاك العديد من المعادن والثروات الطبيعية الهامة مثل الحديد، والنحاس، واليورانيوم، والذهب، والرصاص، والزنك، والفحم، والنفط، والغاز الطبيعي، كما تمتلك احتياطيات كبيرة من النفط والغاز الطبيعي، وهي من أكبر الدول في العالم من حيث إنتاج النفط والغاز الطبيعي، وتعتبر مصدرا مهما للغاز والنفط للصين.

وتتجه الجزائر إلى إحياء الثروة المعدنية غير المستغلة أملا في تخفيف العبء على قطاع المحروقات، ودخول مرحلة التنوع الاقتصادي، ومن جانب آخر يعد قطاع الزراعة من أبرز شروط انضمام الدول إلى مجموعة "بريكس"، وتحتل الجزائر على نحو 40 مليون هكتار

بجسيمات من حرار بيبي، ميسميح و نوس الفرنسية و "أوكسدونتال" الأميركية، لاستغلال حقول الغاز وزيادة الإنتاج.

وتسارع الجزائر الخطى لمضاعفة إنتاجها من الطاقات المتجددة على غرار الطاقة الشمسية، والهيدروجين الأخضر والأمنيا الخضراء، بالشراكة مع عدة دول على غرار ألمانيا وإيطاليا، بهدف توفير كميات أكبر من الغاز للتصدير، وأيضا تصدير الهيدروجين الأخضر والأمنيا الخضراء إلى أوروبا مستقبلا.

كما تسعى البلاد لتصدير الكهرباء إلى أوروبا بالنظر إلى امتلاكها فائضا كبيرا منها قابلا للتصدير، إذ تنتج 25 ألف ميغاواط، بينما لا تستهلك في أوقات الذروة بالصيف سوى 17 ألف ميغاواط، ويتقلص هذا الرقم إلى 11 ألف ميغاواط في الشتاء.

وفي ظل استمرار جهود الجزائر، قال الخبير الاقتصادي محفوظ كاويي، في تصريح سابق لـ"الخبر"، إن موقعها كبوابة للقارة السمراء يرشحها لتكون معبرا حقيقيا لكل الاقتصادات القوية الراغبة في التمتع في إفريقيا، الأمر الذي يرفع أسهمها للدخول إلى مجموعة "بريكس"، مؤكدا أن معايير الانضمام لا تقتصر على المؤشرات الاقتصادية، وأن الدول الأعضاء متيقنة بأن الجزائر دولة محورية في المنطقة المتوسطية وقارة إفريقيا والمنطقة العربية كذلك.

شروط انضمام الدول إلى مجموعة "بريكس"، وتحوز الجزائر على نحو 40 مليون هكتار صالحة للزراعة، وقدرات مائية ضخمة، الأمر الذي يؤهلها لأن تكون أحد محاور الأمن الغذائي في

المعرض المرافق لفعاليات قمة "بريكس"

إقبال على الجناح الجزائري

● كشفت وزارة التجارة وترقية الصادرات بجنوب إفريقيا عن تواجد ملحوظ من طرف الزوار على الجناح الجزائري المنظم، في إطار القمة 15 لمجموعة "بريكس".

وقالت الوزارة في بيان أمس إن مؤسسة "تصدير" (فرع الشركة الجزائرية للمعارض والتصدير)

تشرف على الجناح الجزائري الذي يعتبر شباكا وحيدا يجمع ممثلين عن عدة هيئات، وهي الوكالة الوطنية لترقية التجارة الخارجية، الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، الوكالة الجزائرية لترقية الاستثمار، والمسرع العمومي للمؤسسات الناشئة "الجيريا فوتور".

ويعد معرض "بريكس"، الذي ينظم في إطار قمة هذا التكتل، بمثابة منصة لعرض منتجات وخدمات من طرف شركات ومؤسسات من الدول الأعضاء (روسيا، الصين، الهند، البرازيل وجنوب إفريقيا)، بالإضافة إلى شركات من الدول المدعوة لا سيما الإفريقية منها.

وتستضيف دولة جنوب إفريقيا، التي تتولى هذا العام رئاسة التكتل، فعاليات قمة "بريكس" 15 في جوهانسبورغ، تحت شعار "بريكس وإفريقيا، شراكة من أجل النمو المتسارع بشكل متبادل والتنمية المستدامة، والتعددية الشاملة".

وأج

تمويل المشاريع وفق أحكام الشريعة الصيرفة الإسلامية.. بديل ناجع لإنعاش الاقتصاد

تراهن الحكومة على الصيرفة الإسلامية كبديل يطرح نفسه بقوة لتحقيق مجموعة من الأهداف ذات العلاقة بتوفير مورد هام لتمويل الاقتصاد والمشاريع من ناحية والتقليص من وطأة السوق الموازية من الناحية المقابلة، اعتمادا على إحدى أهم مميزات المواطن الجزائري، إذ أن عزوفه عن التعامل من خلال البنوك رغم محاولات السلطات العديدة كثيرا ما يرتبط بدواعي الخوف من الوقوع في "شبهة" المعاملات الربوية.

سعيد بشار



● بصرف النظر عما تفرضه الوضعية الحالية من ضرورة تحقيق إصلاحات عميقة للمنظومة المالية والمصرفية الوطنية للتكيف مع معطيات المرحلة الراهنة وتفعيل دور التمويل البنكي في إنعاش الدورة الاقتصادية الوطنية وتجسيد المشاريع المبرمجة، فإن نتائج الصيرفة الإسلامية تؤكد بعد ما يزيد على 3 سنوات من تطبيقها أن هذا الخيار موضوع على السكة الصحيحة. الأرقام الرسمية تكشف أن ودائع الصيرفة الإسلامية بالبنوك والمؤسسات المالية العمومية والخاصة بلغت 500 مليار دينار منذ إطلاقها في سنة 2020، بينما وصلت قيمة التمويلات خلال نفس الفترة إلى 400 مليار دينار لدى جميع البنوك والمؤسسات المالية الناشطة بالجزائر. وخلال هذه الفترة أطلقت الشبائيك الإسلامية المختلفة خدمات الصيرفة الإسلامية من خلال 469 نافذة وبلغ عدد الحسابات 600 ألف حساب، وهي الحصيلة التي تأتي بعد الترخيص لـ 11 بنكا ومؤسسة مالية بالجزائر لتسويق منتجات الصيرفة الإسلامية منذ أفريل 2020، تاريخ إصدار تعليمة تحدد العمليات البنكية وقواعد ممارسة الصيرفة الإسلامية بالبنوك والمؤسسات

المعاملات، وعلى هذا الأساس ما طرحه القرض الشعبي الجزائري من خلال السماح لزيائنه الذين تحصلوا على قروض كلاسيكية من أجل اقتناء سكنات الترقوي العمومي (أل بي بي) بتحويل تلك التمويلات إلى صيغة "الإجارة المنتهية بالتمليك" المطابقة لتعاليم الشريعة الإسلامية، وذلك بداية من شهر سبتمبر الداخل.

المالية بالجزائر، تم بعدها استقبال 20 طلبا. وموازة والنشاط الذي تقوم به المصارف الإسلامية، على غرار بنك البركة وبنك السلام، تعمل العديد من الفروع الإسلامية خلال الأشهر القليلة الماضية على طرح العديد من الخدمات والمنتجات البنكية التي كُتبت مع أحكام الشريعة الإسلامية، قصد فتح باب الاختيار للمواطن في التوجه نحو هذا النوع من

رئيس قسم قطاع التجزئة والمكلف بالإعلام ببنك البركة سعيد كريم لـ"الخبر" "أنشأنا خلية لمديرية التجارة الخارجية لتسهيل الإجراءات"

العرض والتواجد في 28 ولاية عبر الوطن وكذا مرافقة مصانع التركيب في تجسيد نسبة الإدماج المطلوبة في بنود المرسوم التنفيذي المتضمن دفتر الشروط، من خلال الاهتمام بالمشاريع ذات العلاقة بالمناولة في قطاع الصناعة الميكانيكية.

وأوضح المتحدث أن البنك يقترح ضمن رؤيته هذه مجموعة من العروض التمويلية الخاصة بشروط تفضيلية للمناولين والمصنعين للمركبات، لاسيما أن بنك البركة يملك تجربة في هذا المجال، حيث ساهم في تمويل مصنع تركيب لعلاصة "باييك" في السابق وأكد الاستعداد على مرافقة المستثمرين الجدد في تمويل الدورة الاستغلالية، موازاة مع طرح منتجات مالية خاصة موجهة إلى الوكلاء في إطار تهيئة المحلات وفضاءات العرض وغيرها من الأنشطة الاستثمارية الأخرى، بالإضافة إلى تمويل الوكلاء المعتمدين في عمليات استيراد حصصهم من السيارات ضمن ما ينص عليه القانون الساري العمل به.



منحهم أفضل العروض المالية والتمويلية المناسبة للنشاط، فضلا عن تقديم النصائح ذات العلاقة بالنشاطات الاقتصادية على مستوى البلد المراد الاستثمار بسوقه.

وعلى هذا الأساس، ذكر المسؤول ذاته بالعمل على إعادة "الغزو" التجاري للأسواق الثلاثة الأساسية، وهي سوق المؤسسات، سوق المهنيين وسوق الأفراد، عبر مرافقة الوكلاء في تحقيق الشروط المطلوبة في دفاتر الأعباء، كما هو الشأن بالنسبة لتوفير فضاءات

تونس، الجزائر، جنوب إفريقيا والمغرب. وقال إن هذه الوضعية تفتح المجال للبنك للإسهام بشكل كبير في تمويل مختلف الأنشطة الاقتصادية للمتعاملين الاقتصاديين بالقارة السمراء، خاصة ضمن الآليات الموضوعة في مجال مرافقة المصدرين ضمن إستراتيجية تترجم فعليا على أرض الواقع، من خلال وضع خبرة البنك في الأسواق الإفريقية في خدمة المتعاملين الاقتصاديين الجزائريين الراغبين في الاستثمار في إفريقيا ومرافقتهم عن طريق

● كشف رئيس قسم قطاع التجزئة والمكلف بالإعلام ببنك البركة، سعيد كريم، عن وضع استراتيجية لمرافقة المتعاملين الاقتصاديين والمستثمرين الجزائريين على مستوى القارة الإفريقية، في خطوة تتكيف مع التوجه الذي تتبناه الحكومة في التأكيد على أن القارة السمراء تعتبر العمق الاستراتيجي للجزائر في القطاع الاقتصادي، فضلا عن المجالات الأخرى.

وعلى هذا الأساس أشار المتحدث، في تصريح لـ"الخبر"، إلى إنشاء خلية على مستوى دائرة مديرية التجارة الخارجية، تعتبر هيكلًا خاصًا لمتابعة زبائن المصرف الذين يقومون بعملية التصدير أو تحويل أموالهم أو الأرباح الناتجة عن النشاطات وعمليات التصدير من الخارج بالعملة الصعبة، كون بطء الإجراءات عادة ما يكون إحدى النقاط التي تعرقل استثمارات الشركات الجزائرية في الخارج.

وأوضح المتحدث أن مجموعة البركة متواجدة على مستوى 6 بلدان إفريقية، كما هو الحال بالنسبة لمصر، السودان، ليبيا،

خام البرنت تحت عتبة 85 دولارا

رئيس اللجنة الشرعية للصيرفة الإسلامية
ب"سي بي أ" سعيد بويزري

"هذه مراحل طرح وتسويق المنتجات المالية الإسلامية"

الاستقلالية الهيكلية والتنظيمية، وعلى هذا الأساس فتح باب الاختيار للموظفين للعمل على مستوى هذه الشبايك.

ويفرض القانون، حسب الشرح المقدم من قبل المتحدث، توفر البنوك المعنية على هيئة رقابة شرعية داخلية تطرقت إليها المادة 15، ومن هذه المنطلقات فإن كل منتج مالي يمر قبل طرحه للسوق وعرضه على الزبائن يمر على العديد من المراحل، أولها هو هيئة التدقيق الشرعي التابعة مباشرة للبنك، مهمتها الأساسية مرافقة البنك في جميع العمليات ذات الصلة بالصيرفة الإسلامية والعمل على رفع التقرير إلى الهيئة الشرعية لدراسة العقود أو المنتجات المالية الجديدة المقترحة قصد الموافقة عليها في حال استجابتها لأحكام الشريعة الإسلامية.

وقال سعيد بويزري إن موافقة الهيئة الشرعية الداخلية غير كافية لطرح المنتج المالي، بل لابد من الحصول على شهادة المطابقة الشرعية من الهيئة الشرعية الوطنية للإفتاء للصناعة المالية الإسلامية التابعة للمجلس الإسلامي الأعلى، التي تملك مطلق السلطة للرفض أو القبول أو التعديل، فإذا وافقت على المنتج طبقاً للمادة 14 و16 من قانون 02/20 يسلم البنك بعد ذلك ملفاً كاملاً لبنك الجزائر، باعتبارها الهيئة صاحبة الصلاحية لإعطاء الترخيص لتسويق المنتج.

سعيد بشار

● قال رئيس اللجنة الشرعية للصيرفة الإسلامية بالقرض الشعبي الجزائري، سعيد بويزري، إن الجزائر تبنت الصيرفة الإسلامية بإطلاق نوافذ خاصة على مستوى البنوك الكلاسيكية منذ صدور نظام بنك الجزائر 02/20 الذي حدّد العمليات البنكية المعتمدة، كما هو الشأن بالنسبة للمضاربة، المرابحة، المشاركة والاستصناع وغيرها المنصوص عليه في المادة الرابعة من القانون. وأشار المتحدث، في المقابل، إلى أن الجزائر سمحت بالتعامل في نظامها المالي طبقاً للشريعة الإسلامية قبل ذلك منذ سنة 1991 لبعض المؤسسات المالية على غرار بنك البركة وبنك السلام، غير أن الإرادة في التوجه نحو تعميم وتوسيع هذا النوع من المعاملات المالية الإسلامية ظهرت جلياً بعد صدور نظام بنك الجزائر 02/20، وهو ما ترجمته البنوك الوطنية والعمومية منها على وجه الخصوص من خلال إنشاء النوافذ والشبايك الإسلامية.

وأوضح سعيد بويزري، في تصريح لـ "الخبر"، أن الإطّار القانوني الساري العمل به في هذا الشأن بنص على مبدأ هام وهو الاستقلالية المالية والمحاسبية للشبايك "الإسلامية" التي تنشأ على مستوى البنك، من منطلق أن المادة 17 من النظام تنص على ذلك بهدف الفصل بين المعاملات الكلاسيكية والمعاملات الخاضعة لأحكام الشريعة الإسلامية، بينما تنص المادة 18 التي تليها على

يقظة الجمارك والأمن أحبطت عشرات المحاولات نشاط مكثف لمهربي "الدوفيز" عبر المطارات

شهدت عمليات تهريب العملة الأجنبية في الجزائر تصاعدا كبيرا في الأونة الأخيرة، حيث استخدمت شبكات عابرة للحدود عدة وسائل لتهريب العملات خاصة الدولار والأورو، أبرزها عبر الحقائقب في المطارات والمعابر البرية والموانئ البحرية.



تسرين بن ابراهيم

● لا تكاد تمر فترة في الجزائر دون أن تكشف مصلحة الجمارك عن إفشالها لمحاولة لتهريب العملة الصعبة، وخصوصا العملة الأوروبية الموحدة "اليورو" الأكثر تداولاً في البلاد عبر الحدود البرية والمطارات والموانئ.

ومن بين هذه المحاولات كانت تلك التي أحبطت قبل شهرين بمطار هواري بومدين، حيث تمثلت المحجوزات في 159.150 أورو؛ 97.750 دولار أمريكي؛ 3.150 بوند، إضافة إلى حجز كمية معتبرة من الذهب قدرت بـ 3820 غرام و900 ملغ.

ونفذت العملية على إثر تفتيش طائرة كانت على وشك الإقلاع وتم إنزال جميع المسافرين الذين كانوا على متنها. وقد أفضت التحريات الأولية لمصالح الجمارك الجزائرية إلى تسجيل تواطؤ أحد أعوان الأمن العاملين بالمطار، ولا يزال التحقيق متواصلا لتفكيك الشبكة التي تنشط عبر خط الجزائر-

إسطنبول..

كما تمكنت مصالح شرطة الحدود، قبل شهر من العملية الأولى من حجز أزيد من مليون و200 ألف أورو، على مستوى كل من مطار أحمد بن بلة بوهراو ومطار هواري بومدين الدولي بالعاصمة.

وعلى إثر العملية، تم توقيف شخصين كانا يحاولان تهريب مبلغ من العملة الصعبة يقدر بـ 1037915 أورو على متن الرحلة الجوية نحو إسطنبول، وذلك بإخفائه بإحكام داخل الأعمدة الحديدية المثبتة للحقائب.

بدورها، استطاعت شرطة الحدود لمطار هواري بومدين الدولي بالعاصمة من توقيف امرأة بصدد محاولة تهريب مبلغ يقدر بـ 211330 أورو، كان مندسا في أمتعتها على متن الرحلة التي كانت مبرمجة نحو إسطنبول.

وحجزت ذات المصالح، خلال نفس الفترة، بالمطار الدولي هواري بومدين مسافرين بصدد

هباش فارس، الخبير الاقتصادي

"الظاهرة تدخل ضمن خانة الجرائم الاقتصادية"

معلومات آنية ومحينة لاتخاذ القرار في الوقت المناسب، وكذا إتاحة هذا النظام إلى معلومات مرجعية عن متوسط الأسعار للمنتجات المستوردة. وهذا من شأنه أن يعطي القدرة على مواجهة تضخم الفواتير بسرعة وفعالية لحماية الاقتصاد الوطني من جهة، وعدم تعطيل مصالح المستوردين من جهة أخرى، خاصة إذا أخذنا عامل السرعة والوقت الذي تتطلبه عمليات التجارة الخارجية. وأردف أن المجلس الأعلى لضبط الواردات يمكنه أن يطور من نظام المعلومات هذا، بالتنسيق مع مصالح الدولة المختصة في السفارات الأجنبية، خاصة على مستوى الدول التي تعتبر قبلة للاستيراد بالنسبة للمستوردين الجزائريين، مثل تركيا والصين على سبيل المثال.

ومن ثمة، فإن هذا التنسيق الدولي من شأنه أن يضمن مراقبة ومتابعة للأسعار على الصعيد الدولي، خاصة لتلك الأسعار المتعلقة بالمنتجات غير المدرجة في البورصة، والتي تمثل المنتجات الأساسية المستهدفة في عمليات تضخم الفواتير، على أساس أن المنتجات المدرجة أسعارها في البورصة يصعب إن لم يكن من المستحيل أن تضخم فيها الفواتير.

وأوضح الخبير أن تهريب العملة الصعبة نخر الاقتصاد الوطني وكانت له تداعيات جد سلبية في هذا المجال، كما أضر كذلك بشفافية الأسواق المحلية والمستوردين النزيه من جهة أخرى. كما أكد أن استحداث المجالس الثلاثة من شأنه أن يكون عاملا مهما في مواجهة ومحاربة هذه الظاهرة في قادم الأشهر والسنوات، كما أن محاربة وتخفيف منابع السوق السوداء للعملة الصعبة، يعتبر عاملا استراتيجيا في القضاء النهائي على هذه الظاهرة، لأن السوق السوداء للعملة الصعبة تعتبر المغذي والمحفز الرئيسي لهذه الآفة والجريمة الاقتصادية.

نسرین بن پراهيم

مصادر الدخل الوطني، فقد تم خلق وإطلاق ثلاث هيئات من شأنها أن تعمل على خلق توازن واستقرار في مؤشرات التجارة الخارجية وحماية احتياطي الصرف من التآكل. وهي كل من اللجنة العليا لمراقبة التصاريح الجمركية وعمليات التجارة الخارجية وكذا المجلس الوطني لضبط الواردات، بالإضافة إلى المجلس الوطني الاستشاري لترقية الصادرات. وأفاد الخبير أن مهمة مراقبة التصاريح الجمركية للمرجعة العليا لمراقبة التصاريح الجمركية وعمليات التجارة الخارجية، وهذا ما من شأنه أن يضمن مراقبة قبلية خاصة للفواتير الضخمة، وبالتالي منع خروج العملة الصعبة قبل بدء عمليات الاستيراد، حيث كان أول اجتماع لهذه اللجنة في الفاتح من شهر أوت الحالي، تحت رئاسة رئيس الجمهورية والتي تضم رئيس الحكومة ووزراء المالية والتجارة، إضافة لوزراء الفلاحة والعدل والصناعة.



هباش فارس، الخبير الاقتصادي

الجودة وبأسعار جد منخفضة، أو عمدوا إلى تحطيم الأسعار في السوق، لأن المقابل يتحصلون عليه جراء تهريب العملة الصعبة والاستفادة من الفروقات في سعر الصرف هذا من جهة، وعلى صعيد آخر احتكرت هذه الفئة جزءا كبيرا من السوق جراء الثراء الفاحش غير القانوني، وهذا على حساب فئة المستوردين النزيه.

تقلص عدد المستوردين

وفي هذا الصدد، أفاد المتحدث أن رئيس الجمهورية عمل مع السلطات والهيئات المختصة على محاربة تهريب الأموال من خلال وضع آليات وميكانيزمات للحد منها، وهو ما كانت نتائجه واضحة على أرض الميدان، حيث تراجع قيمة الأموال المهربة من خلال عمليات تضخم الفواتير إلى حدود 400 مليون دولار، خلال الفترة الممتدة ما بين 2020 و2023، وهو رقم أقل بكثير جدا مما كان عليه في فترات سابقة.

كما عملت وزارة التجارة على مراجعة قوائم المستوردين حيث أسفرت هذه العملية عن شطب حوالي 30 ألف مستورد وهمي ليرتفع عدد المستوردين إلى حدود 13 ألف مستورد بعد أن كان 43 ألف مستورد أي تراجع بنسبة 68% وهو ما يعكس حجم الاستنزاف الذي كان حاصلا. وأضاف: "على صعيد آخر، وفي إطار ترشيد وضبط عمليات الاستيراد ومحاربة ظاهرة تهريب العملة الصعبة عن طريق تضخم الفواتير وكذا تشجيع الإنتاج الوطني ودعمه للولوج إلى الأسواق الخارجية في إطار تعزيز الصادرات خارج المحروقات وتوزيع

● أفاد الخبير الاقتصادي، هباش فارس، بأن عمليات تهريب العملة الصعبة ارتبطت بظاهرة تضخم فواتير عمليات الاستيراد، والتي استنزفت جمعا جد معتبرا من مقدرات البلد من العملة الصعبة، خاصة خلال الفترة الممتدة ما بين 2009 و2019.

وأوضح الخبير، في حديثه مع "الخبر"، أن الكثير من المستوردين عمدوا خلال تلك الفترة، إلى تهريب العملة الصعبة خارج البلد عن طريق تحويلات مالية مشبوهة اقترنت بعمليات الاستيراد، إما عن طريق تضخم في قيمة السلعة المستوردة والاستفادة من فارق السعر في السوق السوداء للعملة الصعبة، وإما عن طريق استيراد سلع وهمية على شاكلة النفايات والحجارة وبيعها غير مطابقة للمواصفات، ووصول الحد حتى إلى وصول حاويات فارغة، وتحويل العملة الصعبة جراء هذه العمليات إلى شركات في الخارج مملوكة لهؤلاء المستوردين.

وهذا ما أدى إلى ارتفاع فاتورة الاستيراد التي وصلت حدود 64 مليار دولار سنويا هو رقم كبير وغير مبرر كان له تداعيات جد سلبية على تآكل احتياطي الصرف، وكذا العجز في الميزان التجاري، حيث أشار رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، مؤخرا، إلى أن قيمة تضخم الفواتير تجاوزت 30 بالمائة من القيمة المصرح بها.

وأكد هباش أن هذه الظاهرة التي تدخل ضمن خانة الجرائم الاقتصادية، لم تنعكس سلبا فقط على تآكل احتياطي الصرف والعجز في الميزان التجاري، جراء تهريب العملة الصعبة، بل تعدت آثارها السلبية كذلك إلى التلاعبين الاقتصاديين والمستوردين النزيه الذين تأثرت قدرتهم التنافسية بشكل كبير في السوق الوطنية، جراء عدم تماثل شروط المنافسة التامة. فالكثير من عمدوا إلى تضخم الفواتير أغرقوا السوق بمنتجات مقلدة، لا تستجيب لأدنى مواصفات

المساء

يومية إخبارية وطنية

دعا أفراد الجالية بجنوب إفريقيا للمساهمة في جهود التنمية الوطنية.. فايد:

الجزائر تشهد عهدا جديدا من التجديد وزير المالية، لعزیز فايد



دعا وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، بجوهانسبورغ، أفراد الجالية الجزائرية في الخارج إلى المساهمة أكثر في جهود التنمية في البلاد، أكد فايد أن "الجزائر تعرف ديناميكية اقتصادية جديدة وعهدا جديدا من التجديد".

خلال لقاء جمعه بممثلين عن الجالية الجزائرية بجنوب إفريقيا، أشاد الوزير بمستوى المهارات الجزائرية بالخارج، مذكرا بتصريحات رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، التي أكد فيها بأن "الجالية الوطنية أصبحت نخوية" وأن "الأبواب مفتوحة أمامها على مصراعيها للمساهمة في تنمية البلاد".

ونقل فايد بالمناسبة تحيات رئيس الجمهورية، لأفراد الجالية الجزائرية بجنوب إفريقيا، لافتا إلى أن الرئيس تبون "يولي اهتماما خاصا لتعزيز مكانة الجزائريين المتواجدين بالخارج والروابط بوطنهم الغالي".

وذكر الوزير بأن اللقاء بأبناء الجالية الوطنية بالخارج هو تقليد كرّسه رئيس الجمهورية للإصغاء لانشغالاتهم وتمكينهم من معرفة المستجدات المسجلة على المستوى الوطني في إطار مسيرة التجديد الواعدة التي تعيشها الجزائر.

كما ذكر بالتدابير التي اتخذتها الجزائر لصالح جاليتها بالخارج من أجل تعزيز روابطها مع البلد الأم، عبر إشراكها كقوة تأثير واقتراح في عملية التنمية، علاوة على المساعي القائمة لنشر الشبكة المصرفية الجزائرية بالخارج، لدعم المواطنين بالخارج في مجال المعاملات المالية والاستثمارية.

وتطرق أعضاء الجالية الجزائرية المقيمة في جنوب إفريقيا في تدخلاتهم إلى جملة من القضايا، من بينها تهمين الخط الجوي المباشر الذي يربط الجزائر العاصمة بجوهانسبورغ.

ويقوم السيد فايد بزيارة إلى جنوب إفريقيا، ممثلا لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، في أشغال منتدى "بريكس أوترينتش بلاص" المنظم في إطار الدورة 15 لقمة 'بريكس' وتزامنا وفتح الخط الجوي بين الجزائر وجوهانسبورغ من طرف الشركة الوطنية للخطوط الجوية الجزائرية.

ممثلا لرئيس الجمهورية في منتدى بريكس.. وزير المالية: الجزائر الجديدة.. ديناميكية اقتصادية وعهد جديد ■ جاليتنا الوطنية بالخارج مدعوة للمساهمة في التنمية



دعا وزير المالية، لعزیز فايد، أمس الثلاثاء بجوهانسبورغ، أفراد الجالية الجزائرية في الخارج إلى المساهمة أكثر في جهود التنمية في البلاد.

خلال لقاء جمعه بممثلين عن الجالية الجزائرية بجنوب إفريقيا، أكد فايد أن «الجزائر تعرف ديناميكية اقتصادية جديدة وعهدا جديدا من التجديد، ندعو جاليتنا الوطنية للمساهمة فيه».

وفي هذا السياق، أشاد الوزير بمستوى المهارات الجزائرية بالخارج، مذكرا بتصريحات رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، التي أكد فيها بأن «الجالية الوطنية أصبحت نخبة» وأن «الأبواب مفتوحة أمامها على مصراعها للمساهمة في تنمية البلاد».

ونقل فايد بالمناسبة تحيات رئيس الجمهورية، لأفراد الجالية الجزائرية بجنوب إفريقيا، لافتا إلى أنه «يولي اهتماما خاصا لتعزير مكانة الجزائريين المتواجدين بالخارج والروابط بوطنهم الغالي».

وذكر بأن اللقاء بأبناء الجالية الوطنية بالخارج هو تقليد كرسه رئيس الجمهورية للأصغاء لانشغالاتهم وتمكينهم من معرفة المستجدات المسجلة على المستوى الوطني في إطار مسيرة التجديد الواعدة التي تعيشها الجزائر.

كما ذكر بالتدابير التي اتخذتها الجزائر لصالح جاليتها بالخارج من أجل تعزير روابطها مع البلد الأم من خلال إشراكها كقوة تأثير واقتراح في عملية التنمية، علاوة على المساعي القائمة لنشر الشبكة المصرفية الجزائرية بالخارج، لدعم المواطنين بالخارج في مجال المعاملات

المالية والاستثمارية. وتميز اللقاء بعدة تدخلات من أعضاء الجالية الجزائرية المقيمة في جنوب إفريقيا تطرقوا فيها إلى جملة من القضايا من بينها تثمين أهمية الخط الجوي المباشر الذي يربط الجزائر العاصمة بجوهانسبورغ. ويقوم فايد بزيارة إلى جنوب إفريقيا، ممثلا لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، في أشغال منتدى «بريكس أوتريتش بلاص» المنظم في إطار الدورة الـ 15 لقمة «البريكس» وتزامنا وفتح الخط الجوي بين الجزائر وجوهانسبورغ من طرف الشركة الوطنية للخطوط الجوية الجزائرية.

انطلاق أشغال قمة «بريكس» في دورتها 15 بجنوب إفريقيا

انطلقت أشغال قمة مجموعة «بريكس» في دورتها 15، أمس الثلاثاء بمدينة

جوهانسبورغ الجنوب إفريقية، بحضور قادة الدول الأعضاء في المجموعة، عدا الرئيس الروسي فلاديمير بوتين والذي يترأس وفد بلاده وزير خارجيته سيرجي لافروف. من المقرر أن تناقش قمة «بريكس» عدة ملفات مهمة، على رأسها بحث انضمام مجموعة من الدول للكتل الاقتصادية الكبير والتي تقدمت بطلبات فعلية لذلك. وكان وزير المالية، لعزیز فايد، قد توجه الأحد إلى جوهانسبورغ للمشاركة، بصفته ممثلا لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، في منتدى «بريكس أوتريتش بلاص» المنظم في إطار الدورة 15 لقمة «بريكس». ويمتد تجمع «بريكس» تكتلا اقتصاديا مهما على مستوى الساحة الدولية، إذ يضم على طاولته 5 اقتصاديات كبرى ومتطورة وهي روسيا والبرازيل والهند والصين وجنوب إفريقيا.

الجزائر • لاعب محوري في المعادلة الإقليمية والدولية

تشارك في قمة "بريكس" من أجل تعزيز دورها المتنامي

■ نحو تشكيل عالم جديد متوازن ومتعدد الأطراف

مع تطور الأحداث والتغيرات الجيوسياسية على الساحة العالمية، تأتي قمة بريكس الحالية لتشكل محطة تاريخية فارقة، وذلك لجموعة من الأسباب التي تشير إلى أننا نتجه نحو واقع جديد يتميز بالتوازن والحيادية. في هذا السياق، تتجه أنظار العالم إلى جنوب إفريقيا حيث تعقد قمة دول "بريكس" المنتظرة، والتي تأتي في وقت يشهد فيه العالم تحولا نحو تكوين تحالفات وتعاونات جديدة تهدف إلى تحقيق توازن في القوى وتحقيق مزيد من التنوع في العلاقات الدولية.

علي مجالدي

الجزائر قد وضعت 1.5 مليار دولار في بنك بريكس للتنمية والذي يبلغ رأسماله 100 مليار دولار باعتبارها مساهما في البنك.

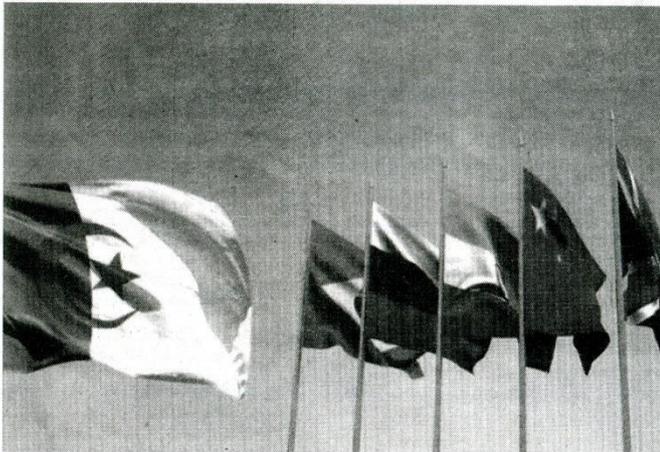
وفي ذات السياق، يرى الدكتور "عبد القادر منصور" أستاذ العلوم السياسية والعلاقات الدولية في تصريح للشعب، أن القمة الحالية لجموعة بريكس تعد تاريخية بكل المقاييس، نظرا للسياق الدولي والأحداث الجارية وما نعيشه من تحولات متسارعة. انضمام الجزائر لهذه المجموعة من شأنه أن يفتح للاقتصاد الوطني آفاقا جديدة لم تكن متاحة من قبل، والمجموعة هي الأخرى سوف تستفيد كثيرا من انضمام الجزائر التي تمتلك العديد من المقومات التي تؤهلها لذلك، فمن ناحية الجغرافية السياسية تعد الجزائر عاشر (10) أكبر دولة في العالم بـ 2.38 مليون كيلومتر مربع، ولديها حدود برية مع 7 دول إفريقية، والعمق الإفريقي يمتد لأكثر من 2.000 كلم، ما يجعلها بوابة إفريقيا عن جدارة واستحقاق، كما أن سواحلها الممتدة على 1.200 كلم قبالة ثلاث دول أوروبية تعد الأكبر اقتصاديا في الاتحاد الأوروبي وهي إيطاليا، فرنسا، إسبانيا، ما يجعل الجزائر دولة ذات ثقل استراتيجي كبير.

علاوة على ذلك، تمتلك الجزائر اقتصادا قويا يؤهلها للدخول للمجموعة مع ناتج محلي إجمالي

تجتمع أكثر من 40 دولة في جوهانسبرغ، جنوب إفريقيا، للمشاركة في القمة الخامسة عشرة لجموعة "بريكس". القمة، التي تستمر لثلاثة أيام بين 22 و 24 أوت الجاري، تجمع بين رؤساء دول البرازيل وروسيا والهند والصين وجنوب إفريقيا، مع توجيه الانتباه نحو تعزيز التعاون الاقتصادي والسياسي في عالم متعدد الأقطاب. وبينما يحضر قادة الدول الأعضاء القمة شخصيا، سيشارك الرئيس الروسي فلاديمير بوتين عبر تقنية الفيديو حيث سيلقي خطابه في اليوم الثاني (23 أوت). وتظل القمة فرصة هامة لتبادل وجهات النظر والبحث عن سبل تعزيز التعاون في مجموعة متنوعة من المجالات.

قمة تاريخية بكل المقاييس

وتشارك الجزائر في قمة "بريكس 2023" التي تعقد في جوهانسبرغ، ممثلة في وزير المالية لعزیز فايد بتكليف من رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، تأتي مشاركة الجزائر في هذه القمة ضمن إطار تعزيز دورها ومكانتها في عالم متعدد الأقطاب، وكذلك بصفتها مرشحة لعضوية المجموعة حيث قدمت الجزائر طلبا رسميا للانضمام للمجموعة، بالإضافة إلى ذلك كانت



ستجاوز عتبة الـ 200 مليار دولار هذه السنة، كما أن ما تزخر به الجزائر من موارد طاقية ومعدينية يزيد من تلك المكانة الاستراتيجية. لاسيما وأن الجزائر تعد ثاني مزود لأوروبا بالغاز الطبيعي بعد النرويج، ولديها ثالث أكبر احتياطي من الغاز الصخري في العالم، أضف إلى ذلك حوافز السوق المحلي، فالجزائر سوق استهلاكي كبير، كما أنها تمتلك بدا عملة مؤهلة في جل القطاعات مع أجور متوسطة ما يجعلها بيئة جاذبة للاستثمار.

تحولات منتظرة

يرى العديد من الخبراء أن مجموعة بريكس لم تعد مجرد تجمع اقتصادي، بل تحولت بسبب الأزمات التي يمر بها العالم إلى مجموعة سياسية

"بريكس" .. من أجل نظام اقتصادي عالمي عادل

الدول الإفريقية بحاجة إلى توسيع علاقاتها مع قوى المجموعة

رئيس المركز الجزائري للدراسات الاقتصادية، ياسين عبيدات لـ "الشعب":

يتماشى مع توجهها إلى الإستثمار في ثرواتها غير المستغلة كالثروة المنجمية، والفلاحة المترتبة على 40 مليون هكتار أرض صالحة للزراعة، ومع توفر المياه الجوفية يمكن أن تتحول إلى أحد أبرز أقطاب الأمن الغذائي في العالم، فضلا عن إمكانيات الاستثمار الضخمة في قطاع الطاقات المتجددة وعلى الأخص الطاقة الشمسية.

وفي المقابل، فإن قانون الاستثمار الجزائري الجديد يمنح كل المزايا لرجال الأعمال وشركات الدول الأعضاء في كتل بريكس، مما سيؤدي إلى تحقيق مكاسب متنوعة وكبيرة لجميع الأطراف وفق إستراتيجية المنافع المتبادلة رابع. رابع.

■ **كيف تقسيم الدور التنموي لدول بريكس خاصة روسيا في قارة إفريقيا؟**

■ **الدول الإفريقية، في حاضرتنا، بحاجة ماسة إلى تفعيل العلاقات بشكل أوسع مع قوى البريكس خاصة فيدرالية روسيا، بنية تحقيق أقصى استفادة من التحولات التي يشهدها العالم في الوقت الراهن، ومن أجل التخلص من الهيمنة الغربية المتسببة في نهب ثرواتها وسرقتها، تقديده الصراعات العرقية ودعم الانقلابات، تمويل ونشر الجماعات الإرهابية المسلحة، وهو ما أتضح أكثر حاليا في عديد من الدول كالتنجير وبوركينا فاسو ومالي وغينيا وإفريقيا**

الروسية تعمل اليوم على تعزيز مقاربتها التقليدية القائمة على التحالف الموثوق والتنسيق الأمني والسياسي بما يخدم مصالح كل الدول بشكل إيجابي، وتتطلع أيضا إلى تجسيد خطة اقتصادية وتنموية جديدة بقارة إفريقيا مبنية على رفع حجم

التبادل التجاري وتوسيع حجم الاستثمارات على جميع الأصعدة، وكذا تقديم المساعدات المطلوبة والتعاون المتكرر بين البلدان، بدليل ما أعلن عنه الرئيس الروسي فلاديمير بوتين، خلال القمة الروسية الإفريقية الأخيرة، حول استعداد بلاده لإمداد بعض الدول الإفريقية بالصديق والحلقة بمنجيات القمح والحبوب مجانا، ومسح ديون البلدان الأكثر فقرا، من خلال الاعتماد على قاعدة تبادل المصالح والمنافع واحترام السيادة الوطنية، وهذا عكس ما تسلكه بعض الدول الأوروبية والغربية التي تقوم سياساتها على مبدأ الهيمنة والتفكير.

وتتوفر على ثروات طبيعية كبيرة كالنفط والغاز والمعادن المنجمية والطاقات المتجددة، مما يجعلها عملاق نائم وفضاء خصب لجلب للاستثمارات الأجنبية خصوصا مع وجود بنية تحتية هائلة كخطوط النقل والإمداد البري ومشروع السكك الحديدية والمطارات والموانئ.

كما تعتبر الجزائر دولة ذات سيادة وقرار سياسي واقتصادي، فهي دولة متحررة من الديون وثالث دولة عربية من احتياطي الذهب بما يقارب 173 طنا، واحتياطي صرف يفوق 50 مليار دولار، فضلا عن فائض في الميزان التجاري وميزان المدفوعات وإرتفاع حجم الصادرات خارج قطاع المحروقات.

في سياق آخر، تسجل الجزائر مرتبة متقدمة في مؤشر التنمية البشرية على المستوى العالمي، والمرتبة الأولى إفريقيا في مؤشر الأمن الغذائي، وهي كلها مؤشرات خضراء تسمح للإقتصاد الجزائري بتلبية شروط الانضمام الذي سيتحقق حتى وإن كان تدريجيا وعبر مراحل، بدءا من مرحلة عضو مراقب من خلال التفاعل مع الدول الأعضاء إلى حين الوصول إلى تحقق كافة شروط العضوية الكاملة والدائمة في أقرب الأجل الممكنة.

■ **في ما تتمثل مغانم الجزائر وبريكس من العضوية المرتقبة؟**

■ **مجموعة البريكس، اليوم، وفي ظل المتغيرات الدولية الراهنة بحاجة إلى ضم دول فاعلة وذات تأثير على مستوى بعض القارات ومنها الجزائر، التي تعتبر قوة مضافة للدول الأعضاء من حيث الموقع والموارد والمؤهلات ومصداقية دبلوماسيتها وموثوقيتها.**

الجزائر أمام فرصة تاريخية للانضمام إلى مجموعة اقتصادية عملاقة تضم ربع الإقتصاد الدولي و 40% من سكان العالم، إذ سيؤدي الأمر عن تجاذبات القطبين وسيمكنها من التمتع في الساحة الاقتصادية العالمية وتميز شركائها في مجال التبادل التجاري وجذب المزيد من الاستثمارات الأجنبية، توفير اليد العاملة المحلية، نقل التكنولوجيا، فتح آفاق تصديرية وتجارية جديدة على الصعيد الخارجي بأسواق تحتضن 40% من سكان المعمورة.

العضوية ستسمح أيضا بتويع اقتصاد الجزائر ورفع صادراتها خارج قطاع المحروقات، وهذا



فالمعمل جار من أجل إقامة نظام دفع عالمي بديل عن نظام "سويت" خصوصا مع تبلور توجهات لدى مختلف دول العالم رافضة لسيطرة واستغلال الدول الغربية لقواعد النظام الاقتصادي وفرض عقوبات غير شرعية على البلدان، وهو ما شاهدناه الأونة الأخيرة ضد روسيا الإتحادية، وسابقا ضد الدول المخالفة لسياسات الغرب لا سيما الولايات المتحدة الأمريكية.

■ **انضمام وشيك للجزائر في فضاء "بريكس" الإقتصادي، حدثنا عن مقوماتها لتحقيق الغايات المنشودة وماذا تتوقعون؟**

■ **تحتكم الجزائر على مقومات وإمكانيات وموارد ضخمة، تسمح لها بالإنخراط والانضمام في مجموعة البريكس، باعتبارها دولة محورية سواء على المستويين العربي والإفريقي أو الحوض المتوسطي وحتى على صعيد حركة عدم الانحياز والمنظمات الإقليمية والدولية، حيث كان آخر إنجازاتها شغلها مقعد غير دائم في مجلس الأمن الدولي، ناهيك عن الإرث التاريخي والسياسي وعلاقتها الإستراتيجية الشاملة والعميقة التي تجمعها مع كل دول المجموعة.**

تتمتع الجزائر بموقع جغرافي مناسب جدا لاحتضان الأنشطة الاقتصادية والإستثمارية،

تحتل القمة الـ 15 لدول "بريكس" في جوهانسبورغ بجنوب إفريقيا، باهتمام واسع من وسائل الإعلام بمختلف القارات الخمس، نظير تحولها إلى قوة اقتصادية وسياسية مؤثرة للغاية في صنع القرارات الدولية، مع ترهب تمخض الاجتماع عن نتائج وإجراءات استثنائية ومصيرية من شأنها تحديد مستقبل العالم الجديد متعدد الأقطاب.

أكد رئيس المركز الجزائري للدراسات الاقتصادية والبحث في قضايا التنمية المحلية، ياسين عبيدات، في حوار مع "الشعب"، أن مجموعة "بريكس" تهدف إلى التأسيس لنظام اقتصادي متوازن وعادل في العالم، وهي بحاجة إلى ضم دول فاعلة وذات تأثير كبير على مستوى بعض القارات مثل جمهورية الجزائر.

حوار: سفيان حشيفة

الشعب؛ تلتئم قمة "بريكس" بجنوب إفريقيا في ضوء بروز متغيرات دولية، ما هو الدور المنتظر لهذا التكتل الإقتصادي في العالم؟ وهل ستحقق ديناميكية نشاطه توازنا في العلاقات بين الدول مستقبلا؟

ياسين عبيدات، تصبو مجموعة البريكس إلى إقامة نظام اقتصادي عادل ومتوازن في العالم، ليكون بديلا للنظام النقدي والمالي والتجاري الحالي الذي يعبر عن الأحادية القطبية، وتهيمن عليه الولايات المتحدة الأمريكية.

تأسس بنك التنمية الجديد لدول البريكس سيكون بديلا فعلا للمؤسسات المالية الدولية كصندوق النقد والبنك الدوليين، بما يتيح للدول الأعضاء الحصول على منح وقروض بشروط ميسرة، بعيدا عن الشروط المحمفة وضغوط الاقتراض والتكبييل بفوائد القروض من طرف مؤسسات التمويل التقليدية الغربية.

وسيقضي إنشاء عملة احتياط دولية جديدة على أساس سلة عملات دول مجموعة البريكس على هيمنة الدولار على الإقتصاد العالمي، وسيكون ذلك بمثابة الإعلان عن الدخول في نظام دولي جديد متعدد الأقطاب بصفة رسمية.

سعي دول البريكس لن يتوقف عند هذا الحد، بل



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger